

Le prolétariat doit défendre les retraites, les Roms, les jeunes de banlieue !

2 septembre – La crise économique mondiale entre maintenant dans sa troisième année. C'est la crise économique la plus grave depuis celle de 1929, avec des conséquences dévastatrices pour les travailleurs dans le monde entier. L'impérialisme français, pour tenir le coup face à son rival allemand plus performant, doit détruire en masse les acquis ouvriers (voir l'article de nos camarades allemands en dernière page de ce journal). Le gouvernement, qui doit mener contre la classe ouvrière l'une des attaques majeures de la mandature, la mise en pièces du système de retraites, s'est lancé dans une fuite en avant sécuritaire raciste pendant l'été : mise en état de siège permanent de cités ouvrières tout entières comme le quartier de la Villeneuve à Grenoble, criminalisation de toutes les communautés de gens du voyage et Roms, avec expulsions massives à la clé vers la Roumanie, campagne pour réviser le droit de la nationalité.

Comme souvent, le gouvernement a agité comme bête noire un réactionnaire islamiste peu susceptible de susciter la sympathie des travailleurs et des femmes, un certain Liès Hebbadj, pour menacer de déchéance de nationalité, et donc potentiellement d'expulsion du territoire, toute personne « d'origine étrangère » polygame, qui aurait « attenté à la vie d'un policier », ou plus vaguement qui aurait commis des actes de délinquance graves. Le récent procès de Villiers-le-

Bel montre que n'importe quel jeune de banlieue avec la « mauvaise » couleur de peau qui se trouve au mauvais endroit au mauvais moment peut se retrouver derrière les barreaux pour des années (voir la déclaration du Comité de

Comment PS et PC, NPA et LO capitulent aux campagnes racistes que mène Sarkozy pour diviser la classe ouvrière

défense sociale page 2). Demain cela pourrait faciliter l'expulsion de nombreux jeunes vers le pays d'origine de leurs parents, dont ils ne parlent aucune langue et où ils n'ont peut-être même jamais mis les pieds. Cela représenterait aussi une menace directe contre les militants syndicaux d'origine maghrébine et africaine qui oseraient défendre leur piquet de grève contre une brutale attaque de flics.

Le mouvement ouvrier doit combattre en bloc et repousser les campagnes racistes du gouvernement, que les victimes fassent ou non elles-mêmes partie de la classe ouvrière. Le poison du racisme est l'une des principales armes de la bourgeoisie et de ses lieutenants sociaux-démocrates dans la

Suite page 19

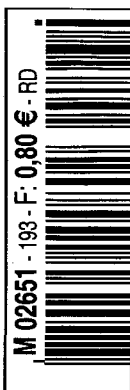
A bas les expulsions ! Pleins droits de citoyenneté ! Le gouvernement se déchaîne contre les gens du voyage

28 août – Le gouvernement s'est saisi d'une explosion de colère le 18 juillet chez les gens du voyage à Saint-Aignan après qu'un jeune de la communauté, Luigi Duquenet, avait été tué la veille par les flics, pour lancer une campagne raciste d'une violence inouïe contre l'ensemble des Tsiganes, Roms et gens du voyage. Le gouvernement a déclaré littéralement la chasse aux Roms ouverte. Des cohortes de flics attaquent des campements, détruisent brutalement les maigres possessions de leurs victimes et renvoient ces dernières en masse vers la Roumanie ; tous les jours on

imprime les bulletins de succès sur les camps « éradiqués ». L'année dernière déjà 9 875 Roms avaient été expulsés vers la Roumanie et la Bulgarie (*l'Humanité*, 29 juillet), soit le tiers de toutes les expulsions pratiquées depuis le territoire métropolitain. Au 25 août le chiffre atteignait déjà plus de 8 000 depuis le début de l'année (*l'Humanité*, 26 août).

Si le gouvernement s'en est pris aux Roms et gens du voyage, c'est qu'il s'agit de la couche la plus vulnérable de la population, vivant une existence en partie aux marges de la société capitaliste urbaine. Pourtant le mouvement ouvrier a un intérêt direct à défendre ces opprimés parmi les opprimés contre les attaques racistes du gouvernement : accepter les

Suite page 23



Liberté pour les condamnés de Villiers-le-Bel !

Paris, le 7 juillet 2010 – La cour d'assises de Pontoise a condamné le 4 juillet à des peines allant de 3 à 15 ans de prison ferme 5 jeunes de Villiers-le-Bel : Abderahmane et Adama Kamara (respectivement 15 et 12 ans ferme), Ibrahima Sow (9 ans), Maka Kanté et Samuel Lambalamba (3 ans chacun). Il s'agissait là de la culmination de la vendetta policière contre les jeunes de la cité après qu'ils avaient osé protester suite à la mort de Mouhsin et Lakamy, deux jeunes dont la moto avait été percutée par une voiture de flics en pleine accélération qui les poursuivait le 25 novembre 2007. Inutile de dire que les flics responsables de la mort de Mouhsin et Lakamy, eux, jouissent de l'impunité la plus totale.

CD DS Comité de Défense sociale

Par contre, la cité avait fait l'objet d'une invasion policière à six heures du matin le 18 février 2008, avec plus de 1 000 flics qui avaient ratissé le quartier. Des jeunes ont été arrêtés sans l'ombre d'une preuve, le plus souvent sur la base de « témoignages » anonymes et rémunérés par les flics. Dans un premier temps, il y a un an, dix autres jeunes avaient pris de un à trois ans de prison ferme pour « jets de pierre », etc., contre les flics. **Nous exigeons la libération immédiate des 15 jeunes de Villiers-le-Bel !**

Le gouvernement les a coffrés pour l'exemple, parce que quelqu'un avait tiré en novembre 2007 sur les flics qui assiégeaient la cité. Une armée de flics et de juges a ensuite passé deux ans à concocter des preuves contre ces jeunes, qui au procès se sont révélés une fiction complète : il n'y a ni « arme du crime », ni trace d'ADN, ni aveux, même après des années de prison préventive et de pressions diverses sur les prisonniers et leurs familles. Même les « témoins » achetés par les flics se sont révélés être de vulgaires indicateurs de police ou des criminels notoires, ou se sont rétractés en disant qu'ils avaient été contraints par les flics de faire des dépositions. L'absence de preuves elle-même est pourtant lors de ce procès devenue la preuve suprême, l'accusation dénonçant une soi-disant « loi du silence » terrorisant les habitants de la cité – mais ce sont les flics qui terrorisent en permanence la cité. Comme le disait Adama Kamara, « j'ai peur de cette justice »



Corentin Fohlen/JDD/Fedphoto

Les familles des condamnés choquées à l'annonce du verdict le 4 juillet

qui veut l'enfermer des années. Et le refus des accusés d'avouer a été lui-même présenté comme la preuve que ce sont des criminels endurcis qui ne se laissent pas impressionner.

Cela montre que les juges ne sont pas là pour redresser les torts faits aux opprimés, mais pour sanctionner ceux qui sont considérés comme un danger pour la société bourgeoise. Les deux procès de 2009 et 2010 contre les jeunes solidaires de Mouhsin et Lakamy forment un portrait saisissant de ce qu'est la justice capitaliste, qui plus est dans le pays des « droits de l'homme » : une machine raciste à broyer des innocents afin de faire respecter l'ordre de la propriété privée et mater toute velléité de révolte des travailleurs et des opprimés. Sous le capitalisme la justice est inévitablement une justice raciste et de classe. Seul le renversement du capitalisme par une révolution ouvrière permettra d'en finir avec des atrocités comme les procès de Villiers-le-Bel.

Ici, c'est toute la cité qui se retrouvait sur le banc des accusés derrière ces quinze jeunes, une vengeance de la bourgeoisie pour la révolte des banlieues de 2005 et pour les protestations contre la police en novembre 2007 à Villiers-le-Bel après la mort de Mouhsin et Lakamy. Comme l'a déclaré avec un cynisme menaçant Etienne Le Saux, l'un des avocats généraux, aux jurés : « *Bien sûr, vous allez commettre une erreur judiciaire. Parce que les tireurs n'étaient pas cinq, ils étaient plus nombreux. Ils ne sont pas tous dans le box. Elle est là l'erreur judiciaire* » (*L'Humanité*, 5 juillet).

Le deuxième procès de Villiers-le-Bel qui vient de se conclure a été marqué par une procédure particulièrement scandaleuse, celle du témoignage anonyme, une monstrueuse machine à fabriquer des coupables puisque par définition la défense ne peut pas interroger et remettre en cause ces témoins anonymes. Le « témoin anonyme » a été introduit dans la législation en novembre 2001 sous le gouvernement Jospin-Buffet-Mélenchon dans le cadre de la « loi de sécurité quotidienne ». (La seule innovation qu'y ont ajoutée les gou-

Suite page 19

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

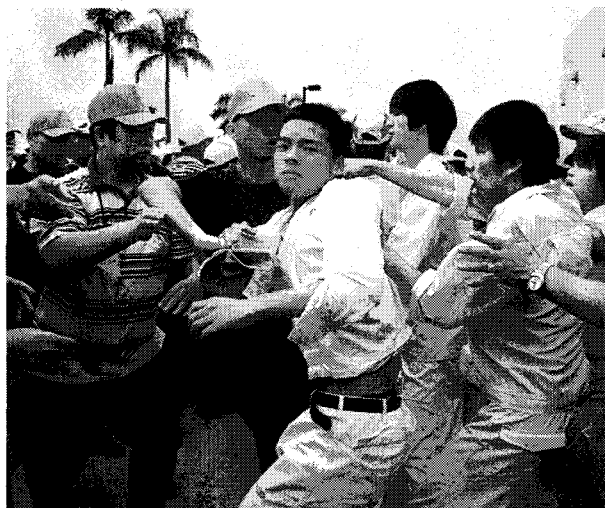
Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévick est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000 €. ISSN 0395-4269
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° PROV 006796. Distribué par les NMPP.
 Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan
 Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Vague de grèves combattives en Chine



Reuters



Lindquist/NY Times

A gauche, le 31 mai, les grévistes de l'usine Honda de Foshan affrontent des nervis (portant des casquettes) envoyés par l'ACFTU, la fédération syndicale officielle. A droite : Manifestation des ouvriers devant l'usine Honda de Zhongshan le 11 juin.

Pour une direction lutte de classe ! Défense de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé ! Pour une révolution politique prolétarienne !

La vague de grèves pour une augmentation des salaires et de meilleures conditions de travail qui a balayé la Chine ces dernières semaines doit être soutenue par tous les travailleurs conscients du monde. Les grèves ont commencé le 17 mai dans une usine de boîtes de vitesse Honda à Foshan, dans la province méridionale du Guangdong, que les ouvriers ont arrêtée pendant près de trois semaines. Avec l'arrêt des livraisons de pièces fabriquées par cette usine, la production s'est arrêtée sur toutes les chaînes de montage de Honda en Chine.

Après que les ouvriers eurent obtenu des augmentations de salaires d'environ 30 %, les grèves se sont étendues à d'autres usines dans le Guangdong, une région qui se développe à une vitesse accélérée, et au-delà. La plupart ont eu lieu dans des usines appartenant à des sociétés étrangères, notamment des constructeurs automobiles japonais. Les ouvriers ont aussi fait grève dans plusieurs usines appartenant à des sociétés taïwanaises, dont une usine d'articles en caoutchouc près de Shanghai, où une cinquantaine de personnes ont été blessées dans des affrontements avec la police, ainsi que sur des sites appartenant à des capitalistes chinois.

Les capitalistes étrangers et locaux qui opèrent en Chine ont amassé d'énormes profits par l'exploitation d'une force de travail en grande partie composée de travailleurs migrants originaires des campagnes. Beaucoup d'ouvriers sont obligés de travailler 60 à 70 heures par semaine pour des salaires à peine au-dessus du minimum vital. Les conditions qu'ils endurent ont été étalées au grand jour avec la vague de suicides, largement médiatisée, dans l'immense usine d'électronique Foxconn à Shenzhen, également dans le Guangdong. Au moins dix ouvriers se sont donné la mort cette année dans ce complexe industriel appartenant à des Taïwanais, où 300 000 ouvriers font de longues journées de travail, sous une discipline sévère, assemblant des ordinateurs et des télé-

phones portables pour Apple, Dell, Sony et d'autres grandes entreprises américaines et japonaises. En même temps, l'énorme concentration de travailleurs chez Foxconn montre l'immense puissance potentielle de la classe ouvrière chinoise.

Avec le développement économique considérable qu'elle a connu depuis plusieurs décennies, la Chine possède de loin la classe ouvrière industrielle la plus nombreuse du monde. Les luttes ouvrières menées dans ce pays ont donc une importance majeure. En résultat de la Révolution de 1949, le capitalisme a été renversé en Chine, et une économie collectivisée a été mise en place. Bien que déformé depuis le début par le régime de la bureaucratie du Parti communiste chinois (PCC) stalinien, ce renversement révolutionnaire était une immense victoire pour les travailleurs du monde entier. Malgré les empiétements capitalistes dus aux « réformes de marché » du régime du PCC, le cœur de l'économie est toujours basé sur la propriété nationalisée (voir « Les réformes de marché en Chine », *le Bolchévik* n° 177, septembre 2006).

Contrairement aux grands pays capitalistes, embourbés dans une profonde récession, avec des dizaines de millions d'emplois supprimés, l'économie chinoise a continué à se développer ces deux dernières années, même si le secteur de son économie tourné vers l'exportation a été assez secoué par la crise mondiale. C'est sa capacité à canaliser les ressources dans le secteur collectivisé qui a empêché la Chine d'être entraînée dans une crise économique profonde, du type de celles qui sont inhérentes au système capitaliste de production pour le profit. L'économie chinoise est à nouveau en train de se développer rapidement, ce qui produit une importante pénurie de main-d'œuvre. Les investissements de l'Etat dans les villes de l'intérieur de la Chine ont absorbé la plus grande partie de la main-d'œuvre qui migrait vers les usines des zones côtières de l'est.

Les grandes puissances impérialistes – Etats-Unis, Japon, Allemagne, etc. – sont toujours déterminées à restaurer le capitalisme et à ouvrir entièrement la Chine à l'exploitation capitaliste. De même que les travailleurs des pays capitalistes doivent défendre leurs syndicats contre les patrons malgré leurs directions traîtres, ils doivent défendre la Chine contre la contre-révolution capitaliste malgré le régime bureaucratique répressif et ses nombreuses concessions au capitalisme.

En mettant des travailleurs migrants sous-payés à la disposition des sociétés étrangères pour qu'elles les exploitent, la bureaucratie du PCC joue en fait le rôle de pourvoyeur de main-d'œuvre pour les impérialistes et les capitalistes chinois de l'extérieur. Il y a maintenant dans la bureaucratie elle-même un certain nombre d'éléments qui ont des liens, de parenté ou autres, avec des chefs d'entreprise capitalistes ; il y a plusieurs années, l'Assemblée nationale populaire, qui ne fait qu'entériner les décisions d'en haut, a voté une loi qui renforçait les droits de propriété des personnes et sociétés. Mais la base matérielle sur laquelle repose la bureaucratie n'en continue pas moins d'être la propriété collectivisée, dont elle tire son pouvoir et ses privilèges.

La classe ouvrière chinoise doit balayer la bureaucratie stalinienne parasitaire qui, à l'intérieur, a gravement affaibli le système de propriété nationalisée tout en conciliant l'impérialisme au niveau international. Il faut une révolution politique prolétarienne pour défendre et étendre les acquis de l'Etat ouvrier et mettre le pouvoir directement entre les mains de conseils ouvriers et paysans élus. Cela pourrait donner une impulsion à la révolution socialiste prolétarienne dans toute l'Asie capitaliste, y compris dans le bastion industriel qu'est le Japon, et dans le reste du monde. L'émergence d'une Chine dirigée par des conseils ouvriers et paysans inciterait aussi les travailleurs de Taïwan à renverser leur bourgeoisie, ce qui conduirait à la réunification révolutionnaire de la Chine.

La poudrière chinoise

Confronté à un mécontentement grandissant à la base de la société, le régime du PCC de Hu Jintao a freiné certaines mesures de « libre marché » au nom de la construction d'une « société harmonieuse ». Les bureaucrates du PCC multiplient les discours « pro-ouvriers », et les autorités de nombreuses provinces et grandes villes se sont senties obligées d'augmenter substantiellement le salaire minimum. Le régime bureaucratique du PCC ne défend les acquis incarnés dans l'Etat ouvrier déformé chinois que dans la mesure où il craint la classe ouvrière.

De façon inhabituelle, les dirigeants du PCC ont au début autorisé une abondante couverture médiatique des grèves, en particulier dans les usines appartenant à des sociétés japonaises. Ceci s'est accompagné d'une franchise tout aussi inhabituelle sur les inégalités sociales croissantes en Chine. Le *China Daily* (13 mai), citant un dirigeant de la Fédération pan-chinoise des syndicats (ACFTU), rapportait que la part du produit intérieur brut allant aux salaires des travailleurs était passée de 57 % en 1983 à 37 % en 2005. Un éditorial de *Global Times* (2 juin), journal dérivé du *China Daily*, écrivait :

« Il faut reconnaître qu'après trois décennies d'ouverture les travailleurs ordinaires font partie de ceux qui ont reçu la plus petite part de la prospérité économique [...]. L'arrêt temporaire de la production dans les quatre usines Honda, à un moment de demande accrue du marché pour les automobiles de marques



Train à grande vitesse à Wuhan, décembre 2009. Le noyau collectivisé de l'économie chinoise encourage la croissance et le développement économique, tandis que le monde capitaliste est englué dans la crise.

japonaises, souligne le besoin de protection organisée des travailleurs dans les usines chinoises. »

S'inquiétant sans doute de l'extension des grèves, la bureaucratie a depuis sévèrement restreint la couverture médiatique.

La plupart des dirigeants des grèves se trouvent être de jeunes travailleurs migrants, y compris notamment des ouvrières. Ils ont fait preuve d'une combativité et de talents d'organisation impressionnants, y compris en utilisant Internet et les SMS pour rassembler les travailleurs et suivre ce qui se passait à d'autres endroits. Détail révélateur, les ouvriers de Foshan et d'une autre usine Honda à Zhongshan ont décidé d'élire leurs propres délégués et comités de négociation indépendamment de l'ACFTU, la fédération syndicale officielle associée au PCC au pouvoir. Dans de nombreux cas, les bureaucrates de l'ACFTU ont collaboré ouvertement avec le patronat pour tenter d'obliger les ouvriers à reprendre le travail. Le 31 mai, des nervis envoyés par la bureaucratie syndicale ont physiquement attaqué les grévistes de Honda Foshan, faisant plusieurs blessés. Le lendemain, ces mêmes bureaucrates de l'ACFTU ont publié des excuses publiques, essayant en même temps de minimiser leur rôle dans cette agression.

Parmi les revendications avancées par les grévistes de Foshan figurait « une réorganisation du syndicat local ; des réélections doivent être organisées pour désigner le secrétaire général et les autres représentants ». Les grévistes de Zhongshan ont manifesté le 11 juin en exigeant de façon similaire le droit de choisir leurs propres délégués syndicaux. Même si les staliniens au gouvernement ont supprimé de la Constitution chinoise le droit de grève en 1982, plusieurs réformes du droit du travail en 2008 ont fait qu'il est plus facile aux travailleurs de s'organiser pour défendre leurs intérêts. Beaucoup de grévistes ont franchement dit aux journalistes qu'ils pensaient avoir le droit de se mettre en grève, en faisant référence aux réformes juridiques.

Une lettre ouverte publiée au nom du comité de négociation des grévistes de Foshan par Li Xiaojuan, une jeune ouvrière, déclarait :

« Nous devons maintenir un niveau d'unité élevé et ne pas nous laisser diviser par les représentants du capital [...]. Les profits de l'usine sont le produit de notre dur labeur [...]. Cette lutte ne

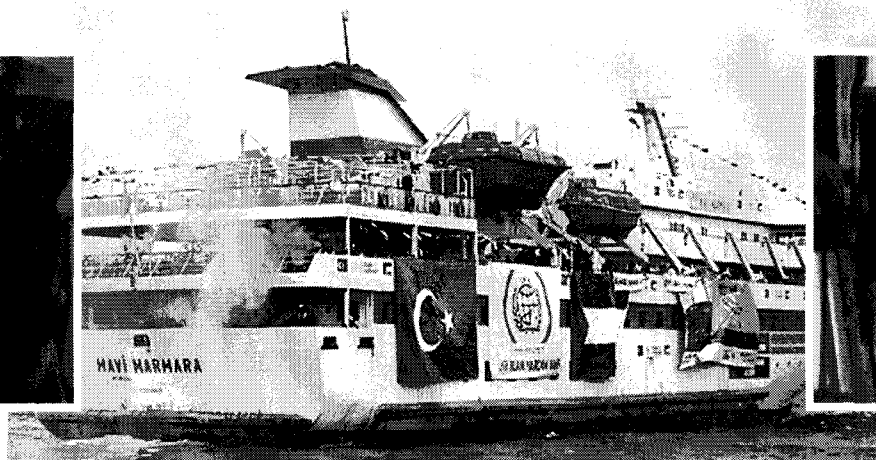
Suite page 17

Défendons les Palestiniens ! A bas le blocus de Gaza !

Massacre sioniste en haute mer



AFP



AFP

Reuters

A gauche : Un passager blessé lors de l'attaque par des commandos israéliens, le 31 mai, du navire turc *Mavi Marmara*, photographié ci-dessus à son départ d'Istanbul le 22 mai. A droite : L'attaque perpétrée dans les eaux internationales a fait au moins neuf morts.

1^{er} juin – « *C'est un assassinat.* » Ces mots, prononcés par Greta Berlin, membre du Free Gaza Movement, disent l'horreur infligée par les commandos d'élite de la marine de l'Etat sioniste d'Israël, hier peu avant l'aube. Surgissant d'hélicoptères Black Hawk, ils se sont abattus sur un navire civil dans les eaux internationales, et ont ouvert le feu sur les 700 passagers qu'il transportait, dont une majorité de ressortissants

WORKERS VANGUARD

turcs. Au moins neuf passagers du bateau turc *Mavi Marmara* – navire de tête d'une « flottille de la liberté » composée de six bateaux chargés de médicaments, de matériaux de construction et d'autres produits à destination de Gaza – ont été tués, et plusieurs dizaines d'autres ont été blessés. Les survivants ont été jetés en prison en Israël ou expulsés. Nous exigeons la libération immédiate de ces prisonniers !

Les passagers de la flottille d'aide aux Palestiniens ont courageusement défié l'embargo israélien de la bande de Gaza, imposé en 2007 comme une punition collective de la population palestinienne parce qu'elle avait voté pour les islamistes du Hamas. Gaza était déjà pratiquement un immense camp de concentration, encerclé de tous côtés par une barrière électrifiée, la mer ou la frontière fortifiée avec l'Egypte. Mais l'embargo a considérablement aggravé le sort des 1,5 million d'habitants de Gaza, qui dans leur immense majorité dépendent aujourd'hui, pour survivre, des maigres colis alimentaires distribués par les agences humanitaires des Nations Unies. Fin 2008 et début 2009, Israël a assassiné plus de 1 300 habitants de Gaza – dont beaucoup de femmes et d'enfants – quand des raids aériens menés 24 heures sur 24 et suivis par une invasion terrestre de plus de 10 000 soldats ont

transformé une grande partie du ghetto de Gaza en champ de cendres et de décombres. Aujourd'hui même, un raid aérien israélien a tué trois personnes à Gaza.

Le gouvernement israélien affirme que les participants à la flottille sont des « extrémistes violents » et des « terroristes ». Pour la bourgeoisie chauvine de l'Etat-garnison sioniste, toute défense des Palestiniens assujettis est du « terrorisme ». Ce faisant, ils prennent aussi exemple sur leurs parrains impérialistes américains. Les Etats-Unis et les autres gouvernements capitalistes utilisent la « guerre contre le terrorisme » comme prétexte pour les massacres et la terreur d'Etat dirigés contre les opprimés un peu partout dans le monde. En fait, parmi les prétendus « terroristes » de la flottille figuraient des députés au Parlement européen et un diplomate américain à la retraite, ainsi que des écrivains et des cinéastes connus. Les Israéliens prétendent que les commandos ont ouvert le feu seulement après avoir été attaqués par des passagers. Ceci est démenti par de nombreux témoins oculaires, ainsi que par des vidéos de l'attaque. En tout état de cause, comme l'explique Greta Berlin, « *les gens ont le droit de se défendre contre des soldats armés de mitrailleuses.* »

De San Francisco à New York, de l'Europe au Proche-Orient, des manifestants ont défilé pour crier leur colère et dénoncer ce massacre. Aux Etats-Unis comme en Europe, les sections de la Ligue communiste internationale participent à ces manifestations. A Istanbul, en Turquie, des manifestants ont tenté de prendre d'assaut le consulat israélien. Nous disons : A bas le blocus qui affame Gaza ! Défendons le peuple palestinien ! Soldats et colons israéliens, hors des Territoires occupés, y compris de Jérusalem-Est !

Terroriser sans retenue les Palestiniens, c'est ce qu'a toujours fait la classe dirigeante israélienne et ses auxiliaires

Soldats et colons israéliens, hors des territoires occupés !

fascisants que sont les « colons ». Mais ces dernières années, les gouvernements israéliens mettent un point d'honneur à prendre pour cible les militants occidentaux qui défendent les Palestiniens. En 2003, deux activistes pro-palestiniens de l'International Solidarity Movement (ISM) ont été tués par les forces armées israéliennes : Rachel Corrie, une Américaine de 23 ans, a été écrasée par un bulldozer alors qu'elle tentait d'empêcher la démolition d'une maison palestinienne ; et Tom Hurdall, un photographe de presse britannique de 21 ans, a été abattu d'une balle en pleine tête par des soldats israéliens alors qu'il essayait de protéger des enfants dans le camp de réfugiés de Rafah, à Gaza. Hier, en Cisjordanie, Emily Henochowicz, une Américaine de 21 ans, a eu l'œil droit emporté par des tirs de soldats israéliens alors qu'elle manifestait contre le massacre du *Mavi Marmara*.

Sans surprise, le massacre israélien a été condamné par de nombreux gouvernements, à commencer par le régime du Premier ministre Erdogan en Turquie, organisateur non officiel de la flottille. Ces mêmes régimes capitalistes se sont révélés tout aussi capables que le gouvernement bourgeois israélien de perpétrer des atrocités contre les minorités ethniques, religieuses et nationales. Et pour ce qui est des impérialistes, ce sont la Grande-Bretagne et la France qui, entre les deux guerres mondiales, ont jeté les bases des malheurs qui continuent à accabler les Palestiniens et d'autres peuples du Proche-Orient en réprimant avec brutalité les soulèvements anticoloniaux et en dressant les peuples les uns contre les autres.

Pour sa part, l'administration démocrate du Président Barack Obama refuse ne serait-ce que de réprimander Israël. Washington est depuis des décennies le principal fournisseur d'armes de l'Etat sioniste, à qui il verse chaque année plusieurs milliards de dollars. A la veille du blitzkrieg israélien à Gaza, Obama, alors candidat à la présidence, avait clairement fait savoir, au cours d'une visite en Israël, que son administration continuerait à donner carte blanche à l'Etat sioniste pour son terrorisme anti-Palestiniens.

Dans la manifestation du 31 mai à New York, un des slogans les plus repris était « *Obama, il est grand temps – mettez fin aux crimes de guerre israéliens !* » Mais l'administration Obama ne va pas mettre fin aux crimes de guerre israéliens, ni d'ailleurs aux siens propres. Que ce soit sous une administrations démocrates ou républicaines, c'est l'impérialisme américain qui est l'ennemi principal des travailleurs et des masses opprimées du monde entier. Aujourd'hui, il continue de perpétrer régulièrement des massacres contre les peuples d'Afghanistan et du Pakistan. Et quelques mois seulement après que Washington a profité du tremblement de terre en Haïti pour envoyer 20 000 soldats réoccuper ce minuscule pays pauvre et à population noire, la police du gouvernement jamaïcain a massacré plusieurs dizaines d'habitants des bidonvilles de Kingston sur l'ordre du gouvernement américain. A bas l'aide américaine à Israël ! Impérialisme US – bas les pattes devant la planète !

L'attaque israélienne contre une flottille humanitaire civile montre bien la futilité des efforts de tous ceux qui, dans la gauche réformiste, font pression sur les puissances impérialistes « démocratiques » pour qu'elles fassent pression sur Israël pour lui faire abandonner sa politique de répression meurtrière. Réprimer les Palestiniens est un élément constitutif de la cause sioniste, et ceci depuis son apparition en Europe dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, quand le sionisme s'est donné comme ersatz de mission messianique, celle de conquérir « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ».

Quelles qu'aient pu être les intentions de certains des premiers immigrants juifs en Palestine, influencés par des idéaux socialistes, le projet sioniste a toujours signifié, en pratique, chasser un peuple de sa terre pour le remplacer par un autre. Plusieurs décennies d'accaparement de terres ont été suivies par l'expulsion en masse des Palestiniens en 1947-1948 et par la ghettoïsation des Arabes restés dans le nouvel Etat d'Israël. La conquête des territoires occupés, en 1967, a nourri le fantasme d'un « grand Israël » et de nouvelles évictions de Palestiniens à Gaza, à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, qui est maintenant encerclée par un mur et parsemée de checkpoints de l'armée. Le gouvernement de droite du Premier ministre Benjamin Netanyahu inclut des personnages comme le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, qui prône ouvertement le « transfert » – l'expulsion génocidaire de tous les Arabes palestiniens.

L'universitaire américain antisioniste Norman Finkelstein a tapé juste quand il a décrit Israël, dans une interview à la chaîne de télévision Russia Today, comme « *un Etat cinglé, avec entre deux et trois cents armes nucléaires, qui menace tous les jours de faire la guerre à l'Iran et au Hezbollah au Liban* ». Il est intéressant de noter que le massacre à bord du navire turc a été perpétré deux semaines seulement après que les Etats-Unis et Israël avaient dénoncé un accord conclu grâce à la médiation de la Turquie et du Brésil pour fournir à l'Iran du combustible pour ses réacteurs nucléaires. Pendant que Washington cherche à renforcer l'embargo économique impérialiste contre l'Iran, Israël continue à parler ouvertement de bombarder ce pays. Ces menaces prouvent que l'Iran a besoin d'armes nucléaires pour se défendre contre les impérialistes et leurs partenaires subalternes.

Israël et la Palestine illustrent parfaitement la logique génocidaire du nationalisme bourgeois, particulièrement dans le contexte de peuples interpénétrés. L'émancipation nationale du peuple palestinien – y compris le droit au retour dans leur pays de tous les réfugiés et de leurs descendants – nécessite des révolutions ouvrières pour détruire de l'intérieur l'Etat sioniste et chasser les classes dirigeantes capitalistes des pays voisins, Syrie, Jordanie et Liban, qui elles-mêmes maintiennent sous leur coupe d'importantes populations palestiniennes. C'est seulement dans le cadre d'une fédération socialiste du Proche-Orient que les droits nationaux du peuple arabe palestinien et du peuple de langue hébraïque, ainsi que des Kurdes et d'une foule d'autres peuples, pourront être garantis.

Malgré le renforcement de la réaction ultra-chauvine et religieuse dans certaines couches de la population de langue hébraïque, et la montée du fondamentalisme islamique chez les Palestiniens et les autres populations arabes, les pays du Proche-Orient sont des sociétés divisées selon des lignes de classe. En particulier, l'Egypte a connu ces dernières années une vague de manifestations et de grèves ouvrières. Alors que les Egyptiens sont massivement solidaires des Palestiniens, le régime d'Hosni Moubarak, qui gouverne depuis des dizaines d'années sous l'état d'urgence, collabore activement avec le pouvoir sioniste pour maintenir le blocus de Gaza.

La solidarité des peuples du Proche-Orient avec le peuple palestinien opprimé doit être dirigée vers la révolution prolétarienne, contre leurs propres gouvernements ; qu'il s'agisse de nationalistes bourgeois ou de traditionalistes islamiques, ce sont tous fondamentalement des instruments de l'impérialisme occidental. Une lutte révolutionnaire en Iran et dans les pays arabes contribuerait, quant à elle, à arracher la classe ouvrière de langue hébraïque, qui compte de nombreux Juifs séfarades opprimés et pauvres, à l'intoxication du chauvi-

nisme sioniste. Par ailleurs, pas moins d'un cinquième de la population d'Israël est composée d'Arabes palestiniens qui subissent depuis la naissance de l'Etat sioniste en 1948 une discrimination non dissimulée.

Il est dans l'intérêt de classe des travailleurs d'Israël de briser l'Etat capitaliste sioniste et de renverser leurs exploiters. Mais pour que ceci devienne réalité, le principe *de classe* doit l'emporter. Ce qu'il faut, c'est forger des partis

ouvriers marxistes multinationaux et multiethniques dans tout le Proche-Orient, des partis construits en opposition à toutes les formes de nationalisme et de fondamentalisme religieux. De tels partis seront les instruments indispensables pour diriger une lutte victorieuse pour la révolution socialiste qui, à l'échelle internationale, ouvrira enfin la porte de l'égalité et de la libération de l'humanité.

– Traduit de Workers Vanguard n° 960, 4 juin

Défendons les Palestiniens contre le terrorisme d'Etat sioniste !

Pour l'internationalisme prolétarien, non aux appels à l'impérialisme !

Particulièrement depuis le massacre de la flottille d'aide pour Gaza, perpétré par le régime sioniste, beaucoup de défenseurs des Palestiniens opprimés réitèrent leurs appels à « boycott, désinvestissement et sanctions » (BDS) contre Israël. En tant

WORKERS HAMMER

qu'internationalistes révolutionnaires, nous soutenons des actions syndicales limitées dans le temps contre l'Etat israélien. Un exemple a été l'action menée par les dockers suédois qui ont boycotté les bateaux et marchandises en provenance et à destination d'Israël entre le 22 et le 29 juin, pour protester contre l'attaque de la « flottille de la liberté ». En général, nous sommes favorables à ce que les syndicats refusent de transporter les matériels *militaires* destinés à Israël ; de telles actions sont autant de coups portés non seulement contre le régime sioniste mais aussi contre les classes dirigeantes impérialistes britannique, américaine et autres.

Mais si nous soutenons l'action des dockers suédois, nous sommes opposés à la stratégie politique des bureaucraties syndicales réformistes qui ont été à son initiative. En même temps qu'il avançait le mot d'ordre correct de la levée du blocus de Gaza, l'appel à l'action des dockers suédois demande aussi que « Israël respecte la loi internationale », et réclame « un blocus général des marchandises israéliennes tant que les droits du peuple palestinien ne seront pas garantis et le blocus de Gaza levé ». Dans la même veine, un texte récemment signé par les dirigeants syndicaux britanniques Tony Woodley, Dave Prentis, Billy Hayes, Bob Crow et Mark Serwotka déclare : « Nous appelons le gouvernement britannique et l'Union européenne [UE] à suspendre l'accord d'association UE-Israël et à mettre fin à leur soutien au blocus et à la punition



Londres, 5 juin : des milliers de manifestants protestent contre le massacre perpétré par les sionistes sur le *Mavi Marmara* et exigent la fin du blocus de Gaza.

Sur le boycott, le désinvestissement et les sanctions

collective des hommes, des femmes et des enfants de Gaza. Nous appelons à soutenir une politique de boycott des produits israéliens, de désinvestissement des sociétés israéliennes et de sanctions contre Israël, jusqu'à ce que justice soit rendue au peuple palestinien » (*Guardian*, 5 juin).

Nous sommes politiquement opposés aux boycotts permanents et aux campagnes de désinvestissement et de sanctions contre Israël, qui vont à l'encontre de la lutte ouvrière internationale, seule capable d'amener à la libération des Palestiniens. Les campagnes de BDS ne font qu'entretenir des illusions dans le caractère bienfaisant des autres puissances capitalistes – et notamment de l'impérialisme britannique – comparativement avec Israël. Si elles étaient suivies d'effets, les campagnes de boycott porteraient préjudice à la classe ouvrière d'Israël, aussi bien de langue hébraïque qu'arabe, en provoquant des licenciements en masse et en affaiblissant sa puissance sociale, laquelle peut et doit être mobilisée pour briser l'Etat sioniste de l'intérieur par une révolution socialiste.

Les réformistes du Socialist Workers Party (SWP) [en France, la tendance « Que faire ? » du NPA] soutiennent la stratégie de BDS et expliquent ses objectifs généraux dans un article intitulé « La lutte contre l'apartheid israélien » (*Socialist Worker*, 19 juin) :

« La stratégie de BDS consiste à rechercher le soutien et la solidarité internationaux jusqu'à ce qu'Israël respecte la loi internationale : ceci signifie qu'Israël doit mettre fin à son occupation de la Cisjordanie et au blocus de Gaza, et doit appliquer ses propres lois équitablement et universellement aux Juifs comme aux Arabes.

« La stratégie de BDS consiste à construire un mouvement international pour isoler Israël économiquement, culturellement et dans le domaine universitaire. Elle consiste à persuader les

Inprecor
avril-mai 2010

IV Internationale

Offensive israélienne contre Gaza et solidarité avec la lutte du peuple palestinien

Enfin, il nous semble essentiel d'amplifier la campagne de Boycott-Désinvestissement-Sanction (BDS), initiée en 2005 par plus de 170 ONG, associations et partis palestiniens. Le mot d'ordre du BDS permet de développer le mouvement de solidarité, avec l'objectif de dénoncer les complicités des gouvernements et des grands groupes capitalistes. Les succès



Photothèque Rouge/JMB

En France aussi une grande partie de la gauche soutient la campagne BDS. Inprecor : résolution internationale du Secrétariat unifié dont est membre Olivier Besancenot du NPA. L'Humanité : le PCF demande à sa propre bourgeoisie impérialiste d'intervenir via l'UE.

21

Pourquoi il faut sanctionner Tel-Aviv

En faisant faire Israël, Les Etats-Unis et l'UE, portent une lourde responsabilité dans les événements actuels. Ils ont pourtant les moyens de faire respecter le droit international.

Le « mur de la honte » a été construit autour de Jérusalem et la bande de Gaza.

L'Humanité
7 juin 2010

artistes, les écrivains et les hommes de spectacle à ne pas travailler en Israël – suivant en cela l'exemple de Gil Scott-Heron, d'Elvis Costello et d'autres. Elle consiste à identifier les produits israéliens qui sont importés en Grande-Bretagne – pas juste ceux produits par les colonies à partir de ressources palestiniennes illégalement confisquées – et à faire pression sur les importateurs et les distributeurs pour qu'ils ne les stockent pas. Elle consiste à retirer des rayons des supermarchés tous les articles illégalement produits en Cisjordanie et à les remettre aux directeurs des magasins pour les aider à éviter des poursuites pour vente de produits volés. »

L'article précise que « la stratégie BDS ne consiste PAS à boycotter individuellement les chercheurs ou les universitaires israéliens », mais représente un « boycott institutionnel ». Face aux cris d'orfraie poussés par les sionistes contre des syndicats britanniques qui avaient appelé à des boycotts universitaires d'Israël en 2006, nous écrivions : « La Spartacist League et le Spartacus Youth Group appellent à défendre l'UCU [University and College Union – Syndicat des universités] et les autres syndicats et organisations contre la campagne sioniste ; nous savons que la campagne de boycott est motivée par la solidarité avec les Palestiniens opprimés » (Workers Hammer n° 196, automne 2006). En même temps, nous écrivions :

« Le boycott par les syndicats universitaires, qui fait partie intégrante d'une campagne plus large de désinvestissement à l'encontre d'Israël, représente un appel à la moralité supposée des institutions universitaires et des organismes de financement britanniques et européens pour que ceux-ci coupent tout lien avec le régime brutalement oppressif et meurtrier d'Israël. Le problème avec cela, c'est que les universités ne sont pas moins attachées en Grande-Bretagne à l'Etat britannique qu'elles ne le sont à l'Etat israélien en Israël. Et l'Etat impérialiste britannique n'est pas moins sanguinaire que l'Etat israélien. »

De l'Inde au Kenya, de l'Irak et l'Afghanistan à l'Irlande du Nord, l'impérialisme britannique, dans toute son histoire, a laissé sa trace ensanglantée sur toute la surface du globe. Le borbier sanglant du Proche-Orient d'aujourd'hui est lui-même l'héritage des machinations de la politique de « diviser pour régner » menée par l'impérialisme britannique quand il était la puissance mondiale dominante.

Socialist Worker (5 juin) en appelle aux impérialistes britanniques aux mains trempées de sang quand il déclare que « nous devons forcer la Grande-Bretagne à rompre tous ses liens avec Israël, y compris à fermer son ambassade ». L'idée que le gouvernement, les entreprises ou les administrations

universitaires britanniques (ou d'ailleurs l'UE ou l'ONU) pourraient être « persuadés » de favoriser la justice économique et sociale est grotesque. Mais le programme du SWP repose sur le mythe qu'on peut faire pression sur l'impérialisme britannique pour le forcer à servir les intérêts des opprimés, et il perpétue précisément les illusions dans la « démocratie » impérialiste que les marxistes cherchent à détruire. Comme nous l'écrivions dans notre article « Retour de baton sioniste autour du "boycott d'Israël" » (Workers Hammer n° 196, automne 2006) :

« Pourquoi ne pas appeler à un boycott de tous les produits de consommation britanniques pour protester contre la brutalité dont fait preuve le régime britannique à l'encontre de la minorité catholique opprimée en Irlande du Nord, sans parler du rôle de l'impérialisme britannique dans l'asservissement de l'Irak et de l'Afghanistan ? Non seulement cela entretient des illusions dans la nature "démocratique" et "civilisée" des autres puissances et entreprises capitalistes, que la campagne cherche à dissuader de faire des affaires avec Israël, mais ce genre de campagne est en réalité anti-ouvrière. »

Les boycotts et l'Afrique du Sud de l'apartheid

La campagne de « boycott, désinvestissement et sanctions » prend délibérément pour modèle la campagne pour le désinvestissement et les sanctions contre l'Afrique du Sud de l'apartheid dans les années 1980. Dans un article publié dans le Guardian (10 janvier 2009), Naomi Klein argumentait que « la meilleure stratégie pour mettre fin à l'occupation de plus en plus sanglante est qu'Israël devienne la cible d'un mouvement mondial du genre de celui qui a mis fin à l'apartheid en Afrique du Sud. » La campagne de désinvestissement contre l'Afrique du Sud menée en Europe et en Amérique du Nord a été menée principalement à l'initiative du Congrès national africain (ANC), une formation nationaliste-bourgeoise. Elle était basée sur l'idée que le capitalisme sud-africain pouvait être fondamentalement réformé sous la pression des puissances impérialistes « démocratiques » comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. En fait, ce n'est pas le désinvestissement, mais les luttes sociales de masse des travailleurs noirs et de couleur, centrées sur la classe ouvrière, qui ont mis fin au régime de la domination blanche directe en Afrique du Sud. Les acquis significatifs arrachés par la lutte de classe noire et l'instabilité provoquée par la multiplication

Suite page 15

Défendons la Corée du Nord contre l'impérialisme US !

L'article ci-dessous a été publié dans le n° 960 (4 juin) de Workers Vanguard, le journal de nos camarades de la Spartacist League/U.S., section américaine de la LCI.

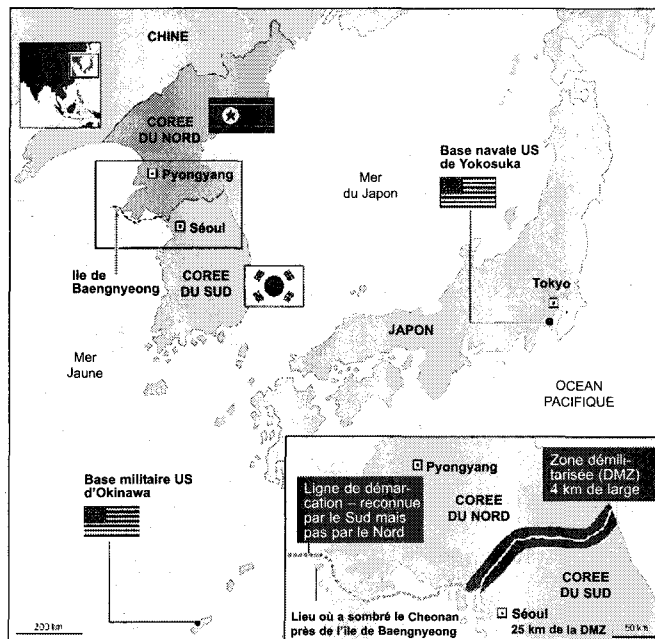
* * *

31 mai – Le gouvernement de Barack Obama et les partenaires subordonnés de l'impérialisme US à Séoul ont utilisé le naufrage d'un navire de guerre sud-coréen, le *Cheonan*, au large de la côte ouest de la Corée du Nord le 26 mars, pour intensifier leurs menaces et leurs provocations contre ce pays. La secrétaire d'Etat Hillary Clinton, en tournée dans les capitales asiatiques, a qualifié cet incident de « *provocation inacceptable* » de la part du Nord. Le président de droite sud-coréen, Lee Myung-bak, a annoncé que son gouvernement suspendait tous les échanges commerciaux avec le Nord et a réclamé une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui pourrait déboucher sur de nouvelles sanctions. Les Etats-Unis et la Corée du Sud ont annoncé qu'ils procéderont en juin à des manœuvres navales conjointes, avec notamment des exercices pour s'entraîner à intercepter des navires marchands nord-coréens accusés de transporter des « cargaisons illicites ».

En tant que marxistes, notre attitude vis-à-vis de cette affaire est déterminée non pas par les accusations et les dénégations sur qui était responsable de ce naufrage, dont la cause est entourée de mystère, mais par des considérations *de classe* : bien qu'elle soit sous la botte d'une bureaucratie stalinienne nationaliste, la Corée du Nord est un Etat ouvrier basé sur le renversement de la domination capitaliste. Il est de l'intérêt vital du prolétariat international de prendre position pour la défense militaire inconditionnelle de la Corée du Nord contre le Sud capitaliste, l'impérialisme américain et japonais, et aussi contre la contre-révolution capitaliste intérieure. Ceci signifie aussi défendre le développement par la Corée du Nord de sa capacité à se doter d'armes nucléaires.

Les impérialistes américains s'acharnent à écraser la Corée du Nord depuis que le pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers y a été renversé au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. A l'époque, la péninsule coréenne était secouée par de formidables soulèvements sociaux, facilités au Nord par la présence de l'armée soviétique. Ceci a conduit à la libération de cette partie du pays de la domination impérialiste et à l'instauration de rapports de propriété prolétariens et collectivisés.

Sous l'égide de l'ONU, les Etats-Unis et leurs alliés impérialistes ont dévasté la péninsule pendant la Guerre de Corée (1950-1953) et tué quelque trois millions de personnes pour essayer d'écraser non seulement la révolution sociale en Corée mais aussi la Révolution chinoise de 1949. Après une intervention chinoise massive au côté du Nord, la guerre s'est terminée sans vainqueur ni vaincu, avec un front stabilisé autour du 38^e parallèle. Depuis, l'impérialisme US maintient une forte présence militaire au Sud, où pendant plus de 30 ans il a soutenu une série de régimes militaires meurtriers. Plus récemment, du fait de son développement économique, la Corée du Sud a pu moderniser sa propre armée, ce qui a permis aux Etats-Unis de réduire leur contingent. Cependant,



D'après une carte du Financial Times

Cette carte indique l'endroit où a coulé un navire sud-coréen au large des côtes de la Corée du Nord, et les bases militaires US au Japon.

environ 26 000 soldats américains restent stationnés en Corée du Sud, où ils constituent une menace à la fois pour la classe ouvrière combative du Sud et pour l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé du Nord, dont l'existence même rappelle à Washington qu'il n'a pas réussi à « refouler le communisme » en Extrême-Orient. Soldats US hors de Corée, immédiatement !

Quoi qu'il ait pu se passer dans la nuit du 26 mars, il est clair que la version « officielle » pue. Après avoir d'abord minimisé l'implication de la Corée du Nord, puis avoir expliqué que le navire avait peut-être été coulé par une mine datant de la guerre de Corée, les responsables américains et sud-coréens ont mis près de deux mois à sortir un rapport (non encore rendu public) qui prétend que le naufrage avait été provoqué par une torpille nord-coréenne. Lorsqu'un membre de la commission d'enquête a affirmé qu'il apparaissait que le naufrage du *Cheonan* était un accident, et que les preuves censées démontrer l'implication du Nord avaient été manipulées, il a été convoqué par la justice pour interrogatoire, et le ministère de la Défense a exigé que l'Assemblée nationale l'éjecte de l'enquête parce qu'il avait « suscité la méfiance du public » (*Bloomberg Businessweek*, 29 mai).

Entre-temps, selon une dépêche de l'agence de presse nord-coréenne KCNA (28 mai), un porte-parole de l'armée du régime de Pyongyang déclarait que l'incident était « une machination et une comédie orchestrées par les autorités fantoches de Corée du Sud ». De fait, l'« enquête » sud-coréenne est à peu près aussi crédible que les déclarations de Washington après l'incident du golfe du Tonkin en 1964, inventé de toutes pièces pour provoquer une escalade dans la sale guerre

des Etats-Unis contre les ouvriers et les paysans vietnamiens. Et comment oublier les accusations américaines bidon selon lesquelles l'Irak de Saddam Hussein possédait des « armes de destruction massive », accusations qui avaient servi de prétexte pour l'invasion de 2003, sous la direction des Etats-Unis. Mais même si la marine nord-coréenne avait coulé le *Cheonan*, cela aurait constitué un acte de défense contre des provocations répétées de la part des Etats-Unis et de la Corée du Sud.

Le lieu du naufrage, un peu à l'ouest de l'île de Baengnyeong, est une zone qui est depuis plusieurs années le théâtre de provocations sud-coréennes contre le Nord. Située à moins de 20 kilomètres de la côte ouest de la Corée du Nord, l'île de Baengnyeong est plus proche de Pyongyang, la capitale nord-coréenne, que toute autre portion du territoire de la Corée du Sud. Les eaux qui l'entourent ont été séparées de la Corée du Nord par la « ligne de démarcation nord », une « frontière » totalement artificielle tracée de façon unilatérale par les occupants américains après la guerre de Corée, et qui n'a jamais été reconnue par le Nord. Cette manœuvre impérialiste a eu les conséquences désirées. En 1999, un navire nord-coréen a coulé après avoir été touché par des tirs sud-coréens, entraînant la mort de 20 marins. En 2002, au moins 30 Nord-Coréens ont été tués après un échange de tir avec des navires de guerre du Sud. Et en novembre dernier, un patrouilleur nord-coréen a été gravement endommagé, et au moins un marin a été tué, après le tir de plusieurs milliers d'obus par des navires sud-coréens. Il est à noter que l'incident du *Cheonan* avait été précédé de manœuvres auxquelles participaient environ 26 000 soldats américains et sud-coréens juste au sud de cette zone maritime.

Le Japon, puissance impérialiste qui a occupé de façon particulièrement cruelle pendant 40 ans la Corée, occupation qui a pris fin avec la défaite de 1945, a apporté son soutien sans réserve aux provocations contre la Corée du Nord. Les médias japonais ont multiplié les appels à des manœuvres conjointes entre les Etats-Unis et la Corée du Sud, avec l'argument que cela contraindrait le Nord à être « constamment en préparation à la guerre », aggravant ainsi l'état désastreux de l'économie. Le Parti social-démocrate (SDP) et les sociaux-patriotes du Parti communiste japonais (JCP) se sont joints à ce chœur réactionnaire ; le JCP dénonce ainsi « l'action militaire illégale et violente » de la Corée du Nord (*Akahata*, 22 mai).

Le Premier ministre japonais Yukio Hatoyama qui avait promis, pendant sa campagne électorale, la fermeture de la base militaire américaine d'Okinawa, a invoqué la semaine dernière « la situation dans la péninsule coréenne » et la nécessité d'une « force de dissuasion » comme la raison qui l'avait conduit à accepter le maintien de cette base. Cette décision a provoqué un tollé au Japon, qui a connu des manifestations à répétition par des milliers de personnes contre la présence américaine à Okinawa et elle a contraint le SDP à quitter le gouvernement de coalition. En tant que révolutionnaires qui s'opposent à l'impérialisme américain, nous exigeons la fermeture de toutes les bases américaines et le départ de tous les soldats américains au Japon, qui représentent une menace particulière pour les Etats ouvriers déformés nord-coréen et chinois. La Spartacist League/U.S. joint sa voix à celle de nos camarades du Groupe spartaciste du Japon : écrasons l'alliance contre-révolutionnaire entre les impérialismes américain et japonais par la révolution ouvrière sur les deux rives du Pacifique ! Pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise !

La menace la plus grave pour les travailleurs et les oppri-

més du monde entier, c'est l'impérialisme US, dont les dirigeants ne se sont pas contentés de se doter des moyens de détruire plusieurs fois le monde ; ils ont perpétré un holocauste nucléaire en anéantissant 200 000 Japonais avec le bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki en 1945. La « Revue de posture nucléaire » récemment rendue publique par Obama continue à prendre pour cible d'une frappe nucléaire la Corée du Nord, accusée de violer le Traité de non-prolifération nucléaire. Face à ces menaces, il est non seulement rationnel mais aussi nécessaire que la Corée du Nord poursuive le développement d'armes nucléaires et de vecteurs adéquats, comme moyens de dissuasion contre une attaque nucléaire impérialiste.

La défense de la Corée du Nord et des autres Etats ouvriers déformés est sapée par les bureaucraties staliniennes au pouvoir dans ces pays, dont la politique est résumée par le dogme de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Opposées à la lutte pour la révolution prolétarienne internationale, les bureaucraties privilégiées sont au contraire engagées dans la quête futile d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. Jusqu'ici, malgré d'intenses pressions américaines, le Premier ministre chinois Wen Jiabao refuse de condamner la Corée du Nord pour le naufrage du *Cheonan*. Mais en 2006 et à nouveau en 2009, le régime stalinien chinois a criminellement voté pour des sanctions contre la Corée du Nord au Conseil de sécurité de l'ONU, après des tirs d'essai de missiles par Pyongyang. Les sanctions de 2009 encourageaient les Etats membres de l'ONU à inspecter les cargos et les avions nord-coréens « soupçonnés » de transporter du matériel militaire.

De même, Pékin a perfidement cherché à faire pression sur Pyongyang pour l'obliger à reprendre les « pourparlers à six » – entre les Etats-Unis, la Chine, le Japon, la Russie et les deux Corées – avec comme objectif le désarmement de la Corée du Nord. La politique servilement conciliatrice de Pékin envers l'impérialisme ne met pas seulement en danger la Corée du Nord, mais elle sape aussi la défense de la Chine elle-même – la cible principale de la campagne impérialiste pour pousser à la contre-révolution capitaliste.

L'extrême nationalisme du régime népotiste de Kim Jong Il sape également la défense de la Corée du Nord. Les staliniens de Pyongyang appellent depuis longtemps de leurs vœux une « réunification pacifique » avec le Sud – une recette pour la réunification de la Corée sur une base capitaliste. Beaucoup de Sud-Coréens éprouvent envers le Nord une solidarité basée sur de forts sentiments nationalistes, nourris par un siècle de joug impérialiste japonais et américain. D'ailleurs le quart de la population n'approuverait pas la ligne de Séoul sur le *Cheonan*. Mais la Corée est divisée suivant une ligne *de classe*. Le nationalisme coréen, encouragé à la fois par la bureaucratie nord-coréenne et par la gauche sud-coréenne, contribue à enchaîner le puissant et combatif prolétariat sud-coréen à sa propre classe dirigeante. Nous luttons pour la réunification *révolutionnaire* de la Corée, ce qui passera par une révolution socialiste au Sud et une révolution politique prolétarienne au Nord.

La défense de la Chine et de la Corée du Nord, ainsi que des Etats ouvriers déformés vietnamien et cubain, est inséparable de la lutte pour des révolutions socialistes dans les sociétés capitalistes avancées, particulièrement, pour ce qui est de l'Asie, dans le bastion industriel qu'est le Japon, et dans le ventre de la bête impérialiste américaine. La Ligue communiste internationale s'est donné pour but de forger les partis d'avant-garde prolétariens qui sont nécessaires pour mener à bien cette tâche. ■

A bas la loi anticommuniste en Pologne !

Nous reproduisons ci-dessous la traduction, avec une correction factuelle mineure, d'un article publié initialement dans le n° 183 (mai 2010) de Spartakist, le journal du Parti ouvrier spartakiste (SpAD), section allemande de la LCI, la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

SPARTAKIST 4

Le gouvernement de droite polonais a l'intention de faire entrer en vigueur le 8 juin un amendement au Code pénal pour criminaliser la dissémination de « symboles communistes ». Cette loi, promulguée par feu le président Lech Kaćzyński après un vote quasi-unanime du parlement à l'automne 2009, prévoit une peine pouvant aller jusqu'à deux ans de prison pour quiconque « produit, perpétue ou importe, détient, présente, possède, montre, porte ou envoie un texte imprimé, un enregistrement ou tout autre objet » comportant des symboles « fascistes, communistes ou autres symboles totalitaires » pour des raisons autres qu'« artistiques » ou pour les besoins de la « recherche ». Indépendamment du grotesque étalage d'« unité nationale » orchestré suite à la mort de l'archiréactionnaire président Kaczyński, cette interdiction est là pour rappeler que les intérêts du prolétariat sont opposés à ceux de toutes les fractions de la bourgeoisie polonaise. La classe dirigeante de la Pologne capitaliste, qui est responsable de la dévastation des conditions de vie de millions de travailleurs durant les deux dernières décennies, veut maintenant criminaliser tout ce qui pourrait montrer la voie de la seule solution à tous les maux inhérents au capitalisme (la misère des masses travailleuses, l'oppression des femmes, l'exploitation impérialiste et la guerre, l'antisémitisme, le chauvinisme et les préjugés) : la révolution prolétarienne internationale et la création d'une société socialiste égalitaire à l'échelle mondiale.

L'interdiction des « symboles communistes » en Pologne s'inscrit dans une série de mesures semblables mises en place, ou qui menacent de l'être, par les gouvernements capitalistes en Europe de l'Est depuis la destruction contre-révolutionnaire des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés. La Hongrie a décrété une interdiction des symboles communistes en 1993, et la Lituanie a fait de même en 2009. Des interdictions similaires sont en cours de préparation en Estonie, en Lettonie et ailleurs. En 2007, le gouvernement tchèque a interdit l'Union de la jeunesse communiste au motif qu'elle appelait à la socialisation des moyens de production. Plus récemment, des réactionnaires tchèques ont demandé également l'interdiction du Parti communiste de Bohême et de Moravie, le troisième parti du pays en nombre de députés.

Une censure aussi flagrante fait tache de façon embarrassante par rapport aux « idéaux démocratiques » dont se réclament hypocritement les bourgeois libéraux. En 2008, la Cour européenne des droits de l'homme avait annulé l'amende infligée en 2004 à Attila Vajnai, un dirigeant du Parti des travailleurs hongrois, l'ex-parti stalinien, pour avoir arboré une étoile rouge. Et en janvier dernier, un tribunal tchèque a annulé l'interdiction de l'Union de la jeunesse communiste.



Workers Hammer

Londres, 8 juin: Nos camarades manifestent devant l'ambassade de Pologne.

C'est un fait accablant pour les sociaux-démocrates ex-staliniens de l'Alliance démocratique de gauche (SLD) que ses députés au Sejm, la chambre basse du parlement, après s'être initialement opposés à l'amendement anticommuniste, ont ensuite voté pour le « paquet » législatif qui incluait cette interdiction. L'opposition des députés du SLD est en fait restée limitée au cadre étroitement juridique de la Cour constitutionnelle.

Que la loi soit finalement jugée « anticonstitutionnelle » ou non, le but de ce genre de mesures est d'enrager la population et d'intimider tous ceux qui veulent lutter contre les injustices et les ravages du capitalisme. Comme l'expliquait à juste titre au Parlement européen le 3 décembre dernier Georgios Toussas, député du Parti communiste de Grèce, l'interdiction polonaise est « un acte de provocation visant à poursuivre en justice tous ceux qui résistent et luttent pour un avenir meilleur ». Il est certain que la bourgeoisie polonaise n'hésitera pas à dénoncer comme « communistes » les militants et sympathisants du SLD et d'autres groupes de gauche, ou les travailleurs qui prennent part à des manifestations et des grèves combatives. **Il est dans l'intérêt direct de tous les socialistes, de tous les syndicalistes, de toutes les organisations qui représentent les travailleurs, les femmes, les homosexuels, les Juifs, les Roms, les immigrés ou d'autres minorités – en Pologne et au niveau international – de s'opposer à cette législation réactionnaire.**

**L'holocauste nazi :
Nous n'oublierons pas !**

Il est grotesque de voir les cliques réactionnaires au pouvoir en Europe de l'Est tirer un trait d'égalité entre fascisme et communisme. Le communisme, à l'exemple du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky et de la révolutionnaire juive polonaise Rosa Luxemburg, exprime les intérêts historiques et **internationalistes** du prolétariat. Il se base sur la conception

qu'en se libérant elle-même de l'exploitation et de l'oppression capitalistes, la classe ouvrière doit se débarrasser de la société de classe tout entière et construire un ordre mondial dans lequel l'Etat-nation et toutes les formes d'oppression sociale auront été éliminés une bonne fois pour toutes. Le fascisme, défini par son ultra-nationalisme, est une forme extrême de domination *capitaliste* : quand elle estime que son pouvoir et ses profits sont suffisamment menacés par le prolétariat insurgé, la bourgeoisie finance la mobilisation de bandes de petits-bourgeois et de lumpens enrégés pour écraser le mouvement ouvrier sous le talon de fer de la réaction sociale génocidaire. La peur et la haine du communisme ont toujours été un pilier central de l'idéologie fasciste. Par exemple, l'accord conclu entre l'Allemagne hitlérienne et les militaristes japonais en 1936 était appelé « Pacte anti-Comintern ».

En réalité, les anticommunistes qui aujourd'hui dénoncent le « totalitarisme » se sont pour la plupart retrouvés *au côté des nazis* contre les « judéo-bolchéviks ». Les nationalistes baltes se proclament ouvertement les héritiers des Frères de la forêt estoniens qui avaient soutenu l'Holocauste nazi, l'assassinat de millions de Juifs, de Roms et de citoyens soviétiques. Et en Pologne les fondateurs de Solidarność, qui ont été le fer de lance de la campagne pour la restauration du capitalisme dans tout le bloc soviétique, s'inspiraient de leurs prédécesseurs anticommunistes comme Jozef Pilsudski (dont le régime avait imposé toute une panoplie de mesures discriminatoires contre les Juifs) et les nationaux-démocrates (Endeks, un parti ultra-chauvin et ouvertement antisémite).

Beaucoup de travailleurs polonais se sont courageusement opposés à l'antisémitisme en le traitant d'instrument de la réaction bourgeoise. Cependant, l'immense majorité des nationalistes non seulement n'ont rien fait pour combattre la « solution finale » nazie mais, comme les Endeks, l'ont en fait applaudie, et ont participé à des pogroms contre les Juifs avant et après la libération de la Pologne par l'armée soviétique. En 1991, le Premier ministre Jan Krzysztof Bielecki, un ancien militant de Solidarność, déclarait : « 45 années de communisme ont causé davantage de dommages à la Pologne que l'occupation nazie. » (Ce bénéficiaire du capitalisme polonais « ressuscité » est aussi connu pour avoir dit : « Le premier million, il faut le voler. ») Pour Bielecki et ses compères, le massacre de trois millions de Juifs polonais (et aussi de Roms et de presque trois millions d'autres Polonais), dont une importante composante dynamique du mouvement ouvrier révolutionnaire multiethnique, n'était pas du tout « dommageable ».

Quand ils évoquent les prétendues dizaines de millions de victimes du communisme, les réactionnaires polonais reprennent les allégations du *Livre noir du communisme* publié en France en 1997, qui à son tour reprenait une quantité non négligeable des élucubrations démentes du *Mein Kampf* d'Hitler. Stéphane Courtois, le coordinateur du *Livre noir*, dénonçait dans son introduction le fait que « la mise en exergue d'une "singularité" du génocide des Juifs, en focalisant l'attention sur une atrocité exceptionnelle, a aussi empêché de percevoir d'autres réalités du même ordre dans le monde communiste ».

Faisant écho à cette propagande répugnante, le Parlement



Der Spiegel

En 1945, les Polonais acclament les soldats de l'Armée rouge qui ont libéré leur pays du fléau nazi.

européen a l'année dernière proclamé « Journée européenne du souvenir » pour les « victimes de tous les régimes totalitaires et autoritaires » le 23 août, jour anniversaire du pacte de 1939 entre Hitler et Staline, qui avait précédé l'invasion nazie de la Pologne et entraîné la division de celle-ci en deux zones sous contrôle allemand et soviétique, comme. En fait, le rôle joué par l'Allemagne et par l'Union soviétique en Pologne en 1939-1941 montre que ces deux pays reposaient sur des bases de classe fondamentalement différentes. Pendant que dans l'Est de la Pologne les forces soviétiques encourageaient l'expropriation des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, dans l'Ouest de la Pologne les nazis érigeaient des camps de concentration pour les ouvriers et les intellectuels de gauche, et parquaient les Juifs dans des ghettos. Comme le faisait remarquer succinctement Trotsky dans un article de janvier 1940 contre l'opposition de « troisième camp » dirigée par Max Shachtman, qui avait renoncé à défendre l'Union soviétique : « Pourquoi ce furent surtout les révolutionnaires, les "démocrates" et les juifs qui durent s'enfuir de là-bas, tandis qu'en Pologne orientale ce furent surtout les propriétaires fonciers et les capitalistes qui se sauvèrent ? » (Trotsky, « D'une égratignure au danger de gangrène », *Défense du Marxisme*).

Du point de vue de l'internationalisme prolétarien, un accord diplomatique avec l'impérialisme allemand n'était pas différent, dans le principe, des accords précédents et ultérieurs de Staline avec les impérialistes « démocratiques » de France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Le véritable crime du régime de Staline était sa politique de *conciliation* avec l'impérialisme, au nom de la construction du « socialisme dans un seul pays », ce qui voulait dire trahir la révolution prolétarienne, comme en Espagne et en France au milieu des années 1930. La décapitation de l'Armée rouge par Staline lors des purges sanglantes de la fin des années 1930 affaiblit de façon dramatique la défense militaire de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique lorsque celui-ci fut envahi par les armées d'Hitler en juin 1941. Mais, malgré Staline, l'Armée rouge allait réussir à écraser l'Allemagne nazie. Les vrais bolchéviks, comme les trotskystes polonais morts dans le ghetto de Varsovie, se sont battus pour la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique tout en s'opposant à tous les belligérants impérialistes, y compris les puissances alliées « démocratiques », pour qui la Deuxième Guerre mondiale était une bataille pour le repartage des colonies et des sphères d'exploitation. Et nous rendons hommage aux 600 000 sol-

datés soviétiques qui sont morts pour libérer la Pologne du joug nazi.

De Walesa à Kaczyński, une cause célèbre anti-soviétique de Solidarność et de ses héritiers a toujours été le massacre des officiers de l'armée polonaise à Katyn, près de la ville russe de Smolensk en 1940. Comme nous l'écrivions dans un article publié en 1981 dans *Workers Vanguard*, le journal de la section américaine de la LCI : « *Les marxistes révolutionnaires ne soutiennent pas le meurtre indiscriminé de la caste des officiers bourgeois, pas plus que celui des propriétaires d'usines ou des politiciens bourgeois. (Les individus personnellement responsables de crimes et d'atrocités contre la classe ouvrière sont une autre question ; il est clair qu'ils devront subir la justice révolutionnaire.) Cependant, Katyn n'était pas un crime contre les travailleurs polonais. C'étaient les officiers d'une dictature fascisante et antisémite qui massacrait régulièrement les travailleurs et même des dissidents bourgeois* » (« Pilsudski et la contre-révolution en Pologne », *Workers Vanguard* n° 293, 20 novembre 1981).

L'anticommunisme et l'antisémitisme faisaient partie intégrante du nationalisme polonais bien avant le pacte Hitler-Staline. Presque depuis sa naissance en décembre 1918, le Parti communiste polonais était interdit dans la Pologne capitaliste « indépendante » (qui était en fait complètement dépendante des impérialismes français et britannique). Pendant toute l'existence du parti, jusqu'à sa dissolution par Staline en 1938, les héroïques communistes polonais, qui se battaient dans la clandestinité pour la cause du prolétariat, subirent la prison, la torture et le meurtre. Contre les nationalistes de tous poils, nous proclamons le slogan historique de l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky : *Pour l'unité révolutionnaire des prolétariats polonais, russe et allemand !*

L'anticommunisme, fer de lance de la réaction sociale

La destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier déformé polonais et la restauration de la domination de classe des capitalistes en 1989-1990 ont amené un chômage et une misère généralisés, et l'intrusion de l'antisémitisme et de la réaction catholique anti-femmes dans toutes les sphères de la société. Des millions de femmes ont été exclues de la production sociale et confinées au cadre abrutissant des quatre murs de leur cuisine. Le droit inconditionnel à l'avortement a été supprimé ; les crèches ont été fermées ; l'éducation laïque et la séparation de l'Eglise et de l'Etat ont été abolies, tandis que



New York, septembre 1981 : les spartacistes manifestent devant le bureau de Solidarność, au siège du syndicat des enseignants, pour dénoncer Solidarność comme un syndicat-maison de la CIA, du Vatican et de Wall Street.

les crucifix et l'instruction religieuse étaient imposés dans les écoles. Pour beaucoup de travailleurs « la magie du marché » signifiait émigrer à l'étranger dans le but d'obtenir de quoi vivre de manière à peu près décente.

L'anticommunisme va toujours la main dans la main avec une réaction sociale plus large. Ainsi, l'interdiction anti-communiste actuelle est liée à des mesures visant la pornographie, les activités sexuelles impliquant des jeunes de moins de 15 ans et d'autres « crimes sans victimes ». Ces mesures sont liées à une infâme chasse aux sorcières contre le droit des adultes et des jeunes à des relations sexuelles mutuellement consenties, avec une bourgeoisie polonaise qui réclame à cor et à cri la prison et la « castration chimique » des pédophiles. Nous sommes contre toute intrusion de l'Etat dans les relations sexuelles librement consenties. *A bas la criminalisation de la pédophilie ! A bas le concept réactionnaire de la « majorité sexuelle » ! Prêtres, flics et procureurs hors des chambres à coucher ! Pour le droit à l'avortement sans restrictions ! Avortement libre et gratuit !*

L'interdiction proposée des symboles communistes généraliserait et légitimerait la vendetta qui est la marque de fabrique de la restauration capitaliste en Pologne. La droite continue à mener une chasse aux sorcières contre les responsables staliniens de la République populaire de Pologne. Début 2010, le gouvernement a réduit les retraites des ex-employés de l'appareil de la sécurité d'Etat, jusques et y compris des préposés au nettoyage et des employés de bureau. Wojciech Jaruzelski, qui, à la tête du régime stalinien, avait réprimé la tentative contre-révolutionnaire de Solidarność de s'emparer du pouvoir en décembre 1981, se retrouve une fois encore devant les tribunaux. D'anciens membres des ZOMO, la police anti-émeute, ont été condamnés l'année dernière à des peines allant jusqu'à six ans de prison pour une fusillade qui avait coûté la vie à neuf mineurs à Katowice pendant l'état d'urgence de 1981.

Jaruzelski est jugé par la mauvaise classe pour les mauvais crimes. Pour des révolutionnaires prolétariens, réprimer la contre-révolution de Solidarność n'était pas un crime. Depuis le moment où Solidarność s'était, lors de son premier congrès national, en septembre 1981, consolidé autour d'un programme ouvertement favorable à la restauration du capitalisme, nous, trotskystes, avons déclaré : Halte à la contre-révolution de Solidarność ! (voir « Solidarité roule pour la

Cet article est disponible en polonais (commande à l'adresse du *Bolchévik*) 0,10 €

Platforma SPARTAKUSOWCÓW

Precz z antykomunistycznym prawem w Polsce!

CIA et les banquiers », *Spartacist* édition française n° 18-19, hiver 1981-1982). Ce faisant, nous nous opposons à une alliance qui allait du Vatican et de la CIA à la social-démocratie allemande (SPD), au syndicat des enseignants de New York d'Albert Shanker et Yetta Barshevsky (la veuve de Max Shachtman) et à l'immense majorité des pseudo-trotskystes. Nous nous sommes battus pour qu'une révolution politique prolétarienne remplace l'incurie du pouvoir stalinien par un régime de conseils ouvriers démocratiquement élus, animés par une perspective révolutionnaire prolétarienne internationaliste. Nous avons condamné la bureaucratie stalinienne polonaise pour ses trahisons, pour son nationalisme et pour sa politique conciliatrice envers l'impérialisme à l'étranger et envers l'Eglise à l'intérieur, pour ses mensonges et son bureaucratisme qui, au bout du compte, en 1980-1981, ont poussé une grande partie d'un prolétariat historiquement pro-socialiste dans les bras de la réaction clérical. Par la suite, en 1989-1990, les staliniens ont vendu les Etats ouvriers déformés à Solidarność et à ses soutiens impérialistes. Nous disons : **Bas les pattes devant Jaruzelski et les autres ex-responsables staliniens !**

Dans une protestation honorable contre l'interdiction anti-communiste mise en ligne sur son site internet (kopol.org, 26 septembre 2009), le Parti communiste de Pologne (KPP) écrivait : « *Nous nous opposons fortement aux tentatives de tirer un trait d'égalité entre le fascisme – qui est basé sur le racisme et a conduit à la guerre la plus sanglante de l'histoire, avec la mise en application d'un plan visant à exterminer des millions de personnes – et le communisme, qui est bâti sur les principes de la justice sociale, et qui a vaincu les fascistes génocidaires grâce au dévouement absolu à la lutte et au sacrifice de millions et de millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Même la plus brutale des répressions ne nous empêchera pas de lutter pour la victoire du socialisme, et ne nous détournera pas de la voie pour un destin communiste victorieux !* »

Mais ce que le KPP entend par « communisme » n'est pas l'internationalisme prolétarien de Marx et Engels et des bolchéviks mais son antithèse nationaliste, codifiée dans le dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays ». A leur manière, le SLD et le KPP sont tous les deux des produits de la décomposition de l'ancienne bureaucratie stalinienne et de sa parodie de « démocratie populaire ». Alors que le SLD exalte la « démocratie » (capitaliste), le KPP glorifie Staline.

Contrairement aux réformistes et aux libéraux, nous n'appelons pas l'Etat bourgeois à interdire les fascistes. De tels appels, qui reposent sur des illusions dans la bienveillance des autorités en démocratie bourgeoise, seront inévitablement utilisés contre la gauche et le mouvement ouvrier, qui sont la cible principale de la répression capitaliste. Par exemple, une loi interdisant un groupe fasciste en Allemagne de l'Ouest au début des années 1950 a été utilisée quelques années plus tard pour interdire le Parti communiste. Et une décision récente d'un tribunal tchèque interdisant le « Parti des travailleurs », un groupe fasciste, fournit maintenant des munitions à ceux qui veulent interdire le Parti communiste de Bohême et de Moravie. Nous cherchons à mobiliser le prolétariat, avec derrière lui toutes les victimes désignées de la terreur fasciste, pour balayer les fascistes des rues.

S'il est vrai que la domination de classe de la bourgeoisie n'est pour l'instant pas menacée, la récession mondiale souligne la justesse de l'analyse de Marx que les crises sont inhérentes au système capitaliste. Les partis de droite qui gouvernent la Pologne sont au pouvoir depuis un certain nombre



Walbrzych, biesaszyb

Walbrzych, Pologne : des chômeurs risquent leur vie en essayant de récupérer du charbon.

d'années. Mais la Pologne est loin d'être une démocratie bourgeoise stable, et même si la révolution socialiste n'est pas imminente, cette bourgeoisie décadente de troisième zone a bien raison d'avoir peur d'un réveil du prolétariat polonais, jadis pro-socialiste. En dépit du fait que certaines couches de la classe ouvrière ont été intoxiquées par le national-cléricalisme de Solidarność, quand le premier gouvernement de Solidarność, en 1990, essaya de mener ses attaques au nom de l'« économie de marché » contre la classe ouvrière, il se heurta à une vague de grèves et fut rapidement remplacé par un gouvernement mené par les sociaux-démocrates du SLD. Aujourd'hui encore, malgré 20 ans d'hystérie anti-communiste officielle dans toutes les sphères de la vie publique, la moitié de la population continue à soutenir l'état d'urgence imposé par Jaruzelski en décembre 1981. « Dieu, honneur et patrie », le cri de guerre de la réaction polonaise, est une formule qui sonne creux pour une génération de jeunes élevés dans la glorification de l'avidité capitaliste et la capitulation servile aux impérialistes de l'OTAN.

Ceux qui cherchent un moyen pour sortir de l'abrutissante impasse de cet ordre capitaliste décadent trouveront l'authentique communisme dans les « trois L » – Lénine, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Comme le déclarait en 1990 le document de fondation du Groupe spartaciste de Pologne, section de la Ligue communiste internationale (*Spartacist* édition française n° 26, printemps 1991) :

« Un parti trotskyste doit être un tribun du peuple, défenseur de toutes les victimes de l'oppression. La campagne de restauration du capitalisme fait revivre et aggrave tout le "vieux fatras" de l'ordre social d'avant-guerre, du cléricalisme réactionnaire au nationalisme pilsudskiste en passant par l'antisémitisme. [...] »

« Les trotskystes polonais doivent chercher à se réapproprier les meilleures traditions du mouvement ouvrier polonais, forgées dans la lutte contre le chauvinisme national. Cela a été illustré par Rosa Luxemburg, communiste juive polonaise, dirigeante du prolétariat révolutionnaire allemand. Staline, qui traîna dans la boue Luxemburg pour son internationalisme, n'eut jamais confiance dans le PC polonais ; il liquida finalement ce parti qui avait été le premier à défendre le camarade Trotsky en affirmant en 1923 que "le nom du camarade Trotsky est indissolublement lié à la victoire de la Révolution soviétique, à l'Armée rouge, au communisme". »

A bas l'interdiction anticommuniste ! En avant pour une Pologne rouge des conseils ouvriers, partie intégrante des Etats-Unis socialistes d'Europe ! Reforgeons la Quatrième Internationale de Trotsky, parti mondial de la révolution socialiste ! ■

Boycott, désinvestissement...

Suite de la page 8

des grèves ont dissuadé les investissements en Afrique du Sud.

À l'époque, notre organisation était la seule à dire la vérité : que le désinvestissement était *au mieux* un geste moral creux ; que si les sociétés étrangères retiraient effectivement des investissements productifs significatifs, cela serait préjudiciable aux travailleurs noirs et cela affaiblirait le puissant mouvement syndical noir ; et que, et c'est le plus important, il était obscène de voir dans l'impérialisme américain et son partenaire subalterne britannique des forces pour la « démocratie » où que ce soit dans le monde. Dans les rares cas où des désinvestissements ont eu lieu, ils ont principalement pris la forme de cession par des sociétés multinationales de leurs filiales à des partenaires locaux, qui souvent traitaient leurs ouvriers encore plus brutalement. De fait, en 1989 il y a eu des grèves des ouvriers sud-africains noirs du pétrole et du caoutchouc contre des projets de désinvestissement de ce type. Comme nous l'écrivions dans notre article « Les ouvriers noirs en grève contre les attaques anti-syndicales du "désinvestissement" » (*Workers Vanguard* n° 486, 29 septembre 1989), « *La seule forme de "désinvestissement" qui profitera aux exploités et aux opprimés, ce sera la révolution prolétarienne et l'expropriation de ces richesses par un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs, partie intégrante d'une fédération socialiste de l'Afrique australe.* » Cela n'est pas moins vrai aujourd'hui, alors que les dirigeants de l'ANC comme Jacob Zuma continuent à servir d'hommes de paille noirs pour un système capitaliste de *néo-apartheid* dont le caractère fondamental, y compris les énormes disparités entre groupes raciaux, est demeuré intact.

Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

La Spartacist League et les autres sections de la Ligue communiste internationale sont intervenues dans les récentes manifestations contre l'attaque de la flottille par les sionistes, pour exprimer notre solidarité avec les masses palestiniennes et mettre en avant la seule perspective – la révolution socialiste internationale – qui pourra mettre fin à l'oppression nationale des Palestiniens. Les peuples sans nombre du Proche-Orient ne connaîtront la paix, la justice ou la prospérité que quand la domination bourgeoise aura été renversée dans toute la région par une série de révolutions socialistes. Pour nous révolutionnaires en Grande-Bretagne, la solidarité avec les opprimés dans les pays néocoloniaux signifie d'abord et avant tout nous opposer à notre propre classe dirigeante et lutter pour renverser l'impérialisme britannique par une révolution socialiste ici dans ce pays.

L'oppression abominable que subissent aujourd'hui les Palestiniens, y compris le siège de Gaza, est une expression de la domination barbare de l'impérialisme capitaliste et du nationalisme sioniste. Depuis plus de 60 ans, les Palestiniens étouffent sous la botte de l'Etat sioniste d'Israël – une oppression qui s'est intensifiée depuis la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992. L'écroulement de l'URSS, qui jouait au niveau international le rôle de contrepoids à l'impérialisme américain, a privé l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de feu Yasser Arafat d'un soutien diplomatique et financier crucial, pavant ainsi la voie aux infâmes accords « de paix » d'Oslo, signés en 1993 sous la houlette des impérialistes américains, et qui faisaient

de l'Autorité palestinienne une police auxiliaire des sionistes dans les Territoires occupés. Dans un article intitulé « Accord Israël-OLP pour un ghetto palestinien », nous écrivions que cet accord n'offrait « *même pas l'expression la plus déformée de l'autodétermination* » et qu'il « *apposerait le sceau de l'OLP sur l'oppression nationale des masses arabes palestiniennes, opprimées depuis si longtemps* » (*Le Bolchévik* n° 125, novembre-décembre 1993). C'est cette trahison des nationalistes laïques de l'OLP qui a pavé la voie au développement de groupes islamistes réactionnaires comme le Hamas et le *djihad* islamique parmi les Palestiniens.

Depuis Oslo, chaque nouvel accord « de paix » a été salué comme ouvrant la porte à l'émancipation nationale des Palestiniens. En réalité, l'oppression sioniste des Palestiniens n'a fait que s'intensifier, conduisant à un cycle toujours plus meurtrier de terreur contre la population palestinienne. Les gouvernements israéliens cantonnent de plus en plus les Palestiniens dans des enclaves en forme de bantoustans, délimitées par un mur massivement gardé et entrecoupées de colonies de peuplement sionistes, de checkpoints et d'autoroutes strictement interdites aux Palestiniens. Gaza n'est pas autre chose qu'un camp de concentration : une bande de terre misérable et dévastée, où un million et demi de Palestiniens sont pris au piège, entourés par la mer, une clôture électrifiée et un mur qui verrouille sa frontière avec l'Égypte. **Soldats et colons sionistes, hors de Cisjordanie et de Jérusalem-Est !**

La nation palestinienne et la nation de langue hébraïque ont toutes les deux droit à l'autodétermination, mais du fait que ces deux nations sont géographiquement interpénétrées, l'autodétermination de l'une ne peut se réaliser qu'en déniait celle de l'autre. Sous le capitalisme, toute « solution » à la question nationale palestinienne soit perpétuera l'oppression du peuple arabe palestinien, soit impliquera un renversement des termes de l'oppression en déniait au peuple de langue hébraïque ses droits nationaux légitimes. Dans des situations de peuples interpénétrés, aucune solution démocratique ne peut être apportée sans une révolution socialiste, parce que seul le prolétariat au pouvoir a intérêt à mettre un terme aux antagonismes nationaux et pourra commencer à satisfaire les besoins matériels de tous les travailleurs.

Nous faisons une distinction entre la nation de langue hébraïque qui vit en Israël et l'Etat sioniste. Cela s'oppose à la vision des sionistes, et aussi des fondamentalistes islamiques, qui tirent un trait d'égalité entre l'Etat sioniste et le peuple de langue hébraïque. L'Etat sioniste n'est pas seulement une catastrophe pour les Palestiniens – **c'est aussi un piège mortel pour les Juifs**. Environ 25 % des citoyens de ce pays connaissent la pauvreté, et les inégalités de revenus y sont plus fortes qu'en Égypte et en Jordanie. Les Juifs séfarades, bien qu'ils soient sous l'influence de partis d'extrême droite et religieux, subissent discrimination et pauvreté. Les Arabes palestiniens, qui sont officiellement « citoyens » israéliens et représentent 20 % de la population du pays, sont relégués à des quartiers pauvres et ségrégués et à des boulots mal payés et non qualifiés.

La société israélienne n'est pas une masse réactionnaire uniforme. Même si le blocus de Gaza est soutenu par une large majorité de la population, il y a eu des manifestations contre les assassinats perpétrés contre la flottille, et notamment un rassemblement de 6 000 personnes le 5 juin à Tel Aviv. La fausse conscience de la religion, du nationalisme et du racisme sionistes – avec en face un antisémitisme largement répandu – constitue le ciment qui lie le prolétariat de

langue hébraïque à son ennemi, la classe dirigeante israélienne. Aussi longtemps que l'oppression sioniste des Palestiniens continuera, les Juifs israéliens continueront à être la cible de la haine et de la colère des plus de 100 millions d'Arabes qui les entourent. C'est seulement la classe ouvrière d'Israël – de langue hébraïque et arabe – qui a la capacité de détruire de l'intérieur la citadelle sioniste.

En tant que marxistes, nous luttons pour mettre au premier rang la question de classe. La seule voie pour la libération nationale et sociale des Palestiniens – y compris le droit au retour dans leur patrie de tous les réfugiés et de leurs descendants – et de tous les autres peuples du Proche-Orient passe par une lutte de classe commune de la classe ouvrière arabe et de langue hébraïque, ainsi que de toutes les autres classes ouvrières de la région. Pour les Palestiniens, ceci signifie reconnaître le droit du peuple de langue hébraïque à l'autodétermination nationale. De l'autre côté, pour que les travailleurs de langue hébraïque rompent avec la classe dirigeante sioniste, il faudra qu'ils prennent fait et cause pour les droits nationaux des Palestiniens. Nous ne nous faisons pas d'illusions : gagner le prolétariat de langue hébraïque à cette perspective ne sera pas une tâche facile. En fait, il faudra probablement la victoire de la révolution socialiste dans un des autres Etats du Proche-Orient pour arracher le prolétariat de langue hébraïque au chauvinisme sioniste. Cette tâche n'est pas facilitée par les actes criminels que sont les attentats et les bombardements indiscriminés perpétrés par les forces islamistes contre les civils israéliens, qui ne font que pousser davantage encore la population de langue hébraïque dans les bras du pouvoir sioniste.

En même temps, la solidarité des masses arabes avec le peuple palestinien opprimé doit être dirigée vers la révolution prolétarienne contre leurs propres régimes arabes qui tous, nationalistes bourgeois ou traditionalistes islamiques, sont fondamentalement les agents politiques de l'impérialisme occidental. Dans le cas contraire, l'hostilité intense et légitime envers Israël et son protecteur américain ne servira qu'à renforcer le fondamentalisme islamique, qui se présente comme l'opposition « radicale » à des régimes arabes majoritairement pro-occidentaux. Nous nous tournons de façon plus large vers le prolétariat de la région, comme en Egypte, qui est depuis plusieurs années secouée par des grèves et des manifestations ouvrières. Avec plus de 50 % de la population palestinienne vivant à l'extérieur des territoires occupés – en

Jordanie, au Liban, en Israël –, la libération nationale des Palestiniens requiert la perspective d'une révolution socialiste dans tout le Proche-Orient, y compris en Israël, le pays le plus puissant et le plus avancé économiquement dans la région. Il est vital de forger des partis marxistes révolutionnaires dans tous les pays du Proche-Orient, pour unir le prolétariat – arabe, perse, kurde et hébraïque, sunnite et chiite, musulman et chrétien – dans la lutte contre l'impérialisme, pour détruire de l'intérieur l'Etat-garnison sioniste et pour chasser la monarchie hachémite en Jordanie, les bonapartistes baassistes en Syrie et le régime capitaliste au Liban par la révolution socialiste. **Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !**

Notre perspective internationaliste prolétarienne est opposée à celle des réformistes qui se mettent à la remorque du fondamentalisme islamique, comme le SWP. *Socialist Worker* du 10 janvier 2009 a publié un article intitulé « L'histoire de résistance du Hamas », où il présentait avec enthousiasme ce groupe comme « l'incarnation d'une tradition de résistance palestinienne ». Les fondamentalistes islamiques comme le Hamas et le *djihad* islamique sont d'abominables fanatiques anti-juifs et anti-chrétiens, qui veulent réduire les femmes en esclavage et extirper toute manifestation de progrès social. Le Hamas est issu du mouvement cléricafasciste des Frères musulmans, qui est devenu particulièrement influent en Egypte à la fin des années 1940. Derrière le mot d'ordre « communisme = athéisme = libération des femmes », les Frères musulmans avaient organisé une campagne de terreur contre les communistes et d'autres forces laïques. Le Hamas prêche la ségrégation sociale des femmes, le port du *hidjeb* (le foulard islamique) et l'application de la charia, la loi anti-femmes. Loin d'incarner une « histoire de résistance », le Hamas a été initialement soutenu par Israël comme contre-poids aux nationalistes laïques de l'OLP. Les islamistes s'attaquaient aux militants laïques et communistes, mais ne menaient aucune lutte politique ou militaire contre Israël.

Avec le déclenchement de la première intifada, en 1987, les islamistes ont eu peur de perdre leur influence s'ils restaient à l'écart. Le Hamas a été fondé au printemps 1988 comme un mouvement politique islamiste doté d'une aile militaire. Il cherchait à réaliser la fusion entre la lutte nationale, qui était auparavant un mouvement laïque incluant une composante de gauche, et le fondamentalisme islamique réactionnaire. C'est seulement à l'automne 1989, après avoir découvert que le Hamas avait tué deux de ses soldats, qu'Israël a rompu ses relations avec ce groupe.

Les régimes bourgeois arabes ont toujours été les ennemis de la libération nationale des Palestiniens. Quand les armées arabes sont entrées en guerre avec Israël en 1948, ce n'était pas pour « libérer » la Palestine mais pour s'en partager les morceaux. Entre 1948 et la guerre israélo-arabe de 1967, la Cisjordanie et Gaza ont été occupés respectivement par la Jordanie et par l'Egypte. Et les Palestiniens qui y habitaient étaient privés de droits politiques et subissaient une répression brutale. Dans la décennie qui a suivi la guerre de 1967, près de 50 000 Palestiniens ont été massacrés par des gouvernements arabes, dont 10 000 militants tués par la monarchie jordanienne lors du massacre du Septembre noir en 1970.

La Révolution bolchévique de 1917, qui a jeté les bases de la libération des nombreux peuples assujettis par l'empire tsariste, a été un phare de la libération pour les opprimés du monde entier, et elle a inspiré des révoltes anticoloniales dans tout le Proche-Orient. Cet héritage s'est perpétué malgré la dégénérescence stalinienne de l'URSS. En 1958, les tra-

Pour contacter la Ligue trotskyste

Paris

Le Bolchévik
BP 135 -10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

LTF, Centre 316,
82 rue Jeanne D'Arc
76003 Rouen
Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : ltfparis@hotmail.fr

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A
Toronto ON M5W 1X8

tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com

vailleurs irakiens, sous la direction du Parti communiste irakien multinational – qui comptait dans ses rangs des musulmans, des Juifs et des chrétiens, des Arabes et des Kurdes – ont lutté pour faire une révolution et se sont trouvés à deux doigts de prendre le pouvoir. Mais cette occasion révolutionnaire, comme d'autres, a été trahie par le Kremlin et les partis communistes dirigés par des staliniens qui ont subordonné le prolétariat à une alliance avec des nationalistes bourgeois « progressistes », lesquels, une fois au pouvoir, ont massacré les ouvriers dirigés par les communistes.

Il faut forger dans tous les pays du Proche-Orient des partis marxistes révolutionnaires, construits en opposition à toutes les formes de nationalisme et de fondamentalisme religieux, et déterminés à lutter pour la révolution socialiste, laquelle, à l'échelle internationale, ouvrira enfin la porte à l'égalité et à la libération de l'humanité. La conquête du pouvoir par le

prolétariat au Proche-Orient ne signifiera pas l'achèvement de la révolution socialiste, mais l'inaugurera en modifiant la direction du développement social. Mais ce développement social ne pourra être consolidé que par l'extension internationale de la révolution, en particulier aux pays impérialistes avancés et industrialisés.

Pour défendre ceux qui, dans le monde entier, subissent le joug des impérialistes, il faut mener la lutte de classe en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et dans les autres centres impérialistes, avec comme perspective la lutte prolétarienne pour le pouvoir. La Spartacist League/Britain, section de la Ligue communiste internationale, s'est donnée pour tâche de forger un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique capable de diriger le prolétariat dans la lutte pour détruire l'impérialisme britannique par une révolution socialiste.

– Traduit de Workers Hammer n° 211, été 2010

Grèves en Chine...

Suite de la page 4

concerne pas seulement les intérêts de nos 1 800 ouvriers. Nous nous préoccupons aussi des droits et des intérêts de tous les travailleurs chinois. »

– cité par le *Financial Times* (Londres), 10 juin

Il faut aux travailleurs chinois une direction lutte de classe afin de faire avancer la lutte pour arracher autant de concessions que possible des entreprises capitalistes qui les exploitent, pour combattre les ravages de l'inflation et améliorer leurs conditions de travail et de vie. Les travailleurs de l'industrie d'Etat ont aussi besoin d'une direction du même type pour protéger et améliorer leur niveau de vie et pour combattre les abus bureaucratiques. Dans le cadre de la lutte pour remplacer le régime parasitaire du PCC par des conseils ouvriers et paysans, il faut construire des syndicats libérés du contrôle bureaucratique. Même dans un Etat ouvrier avec une authentique démocratie ouvrière, des syndicats sont nécessaires pour se protéger contre de possibles empiètements et abus, et pour contribuer à la planification de la production et des méthodes de travail. Sur la question des syndicats dans le jeune Etat ouvrier soviétique, Lénine insistait que les communistes devaient lutter pour la direction des syndicats, sur la base de leur programme et de leur expérience au service de l'Etat ouvrier. Ils devaient être choisis par les ouvriers et non nommés par l'Etat.

La lutte pour des syndicats libérés du contrôle bureaucratique doit avoir pour point de départ la défense des acquis sociaux de la Révolution de 1949, contre l'impérialisme et la restauration capitaliste. C'est particulièrement important vu les manœuvres de forces procapitalistes comme le *China Labour Bulletin (CLB)*, basé à Hongkong, qui réclame une « démocratie » à l'occidentale, autrement dit le pouvoir des exploités capitalistes avec une façade parlementaire. Autrefois partisan de « syndicats indépendants », le CLB appelle maintenant à travailler à l'intérieur de l'ACFTU pour l'arracher au contrôle du PCC. Le CLB a beau chercher à se faire passer pour une organisation ouvrière, il s'agit d'un groupe contre-révolutionnaire qui a des liens directs avec l'impérialisme US. Son dirigeant, Han Dongfang, est également vice-président du World Movement for Democracy [Mouvement mondial pour la démocra-

tie], une officine fondée et contrôlée par le National Endowment for Democracy [Fondation nationale pour la démocratie], une succursale notoire de la CIA.

Dans leur couverture de la grève, les médias bourgeois occidentaux évoquent le spectre de Solidarność, le « syndicat » anticommuniste polonais qui fut le fer de lance de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en Union soviétique dans les années 1980. La ligne des médias, explicitement ou implicitement, c'est que les ouvriers chinois doivent faire grève contre le régime du Parti communiste et se prononcer pour le « libre marché ». De son côté, le régime du PCC évoque également le spectre de Solidarność, en prétendant (ce qui est faux) que toute opposition organisée à son pouvoir ne peut qu'être procapitaliste et contre-révolutionnaire. Dans un article publié dans le *Wall Street Journal* du 14 juin, Willy Lam, enseignant à l'Université chinoise de Hongkong, écrivait : « Dans les discussions à huis clos sur la situation dans le monde du travail, Mr Hu et d'autres membres du Politburo ont mentionné les mises en garde de feu le patriarche Deng Xiaoping sur la façon dont le mouvement polonais Solidarité a sapé les partis communistes dans tout l'ex-bloc de l'Est. »

Contrairement à la plupart de ceux qui, dans le monde entier, se réclamaient du socialisme, la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) s'est à l'époque



Front Line

Août 2001 : manifestation ouvrière contre les licenciements et la corruption dans une usine de Pékin. Sur la banderole : « Où sont passés 150 millions de yuans de propriétés d'Etat ? »

opposée à Solidarność et a combattu jusqu'au bout la contre-révolution en Europe de l'Est et en Union soviétique. Mais ce qui se passe en Chine aujourd'hui *n'est pas* un phénomène de type Solidarność. L'émergence de Solidarność comme mouvement contre-révolutionnaire avait été déterminée par des facteurs qui n'ont pas de pendant en Chine, notamment l'enracinement profond de l'Eglise catholique en Pologne et le rôle du nationalisme polonais, qui était dirigé contre l'Union soviétique. De plus, les grèves actuelles en Chine protestent contre l'exploitation brutale dans de grandes entreprises capitalistes privées, ce qui n'existait pas en Pologne vers 1980. Il faut combattre vigoureusement toute illusion dans la « démocratie » capitaliste parmi les ouvriers chinois. Mais il n'y a aucune raison de penser que ce qui se développe aujourd'hui en Chine est un mouvement de masse procapitaliste.

Pour un gouvernement des conseils ouvriers et paysans !

Les grèves menées par des ouvriers migrants, qui sont dans l'intérêt de tous les travailleurs chinois, soulignent le besoin qu'il y a d'abolir le *hukou*, un système discriminatoire d'enregistrement des ménages mis en place par le régime du PCC. Ce système impose de sévères restrictions au droit d'habiter en ville, à l'éducation et aux soins médicaux pour les migrants originaires des campagnes et leurs enfants, ce qui rend leur existence en ville transitoire et précaire. Les emplois dans les entreprises d'Etat et les avantages sociaux qui les accompagnent restent largement réservés aux travailleurs qui ont un *hukou* urbain.

Le statut précaire des travailleurs migrants est une aubaine pour les exploiters capitalistes du secteur possédé par les étrangers ; ils y ont trouvé un réservoir idéal de main-d'œuvre qui peut être exploitée pour de très bas salaires. Beaucoup de jeunes ouvriers qui travaillent maintenant dans les usines ont grandi dans les villes avec leurs parents migrants, et pourtant ils ne sont pas non plus considérés comme résidents des villes à cause des restrictions scandaleuses du *hukou* bureaucratique. Les travailleurs migrants doivent avoir les mêmes droits et le même accès aux prestations sociales que les rési-

dents urbains légalement reconnus !

Un gouvernement de conseils ouvriers et paysans élus représenterait *tous* les secteurs du prolétariat et des travailleurs ruraux. Les questions cruciales auxquelles l'Etat ouvrier est confronté ne pourront être résolues avec succès que quand ceux qui travaillent décideront. Dans *la Révolution trahie* (1936), une critique impitoyable de la bureaucratie stalinienne soviétique, Léon Trotsky expliquait : « *Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle. L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique.* »

La politique pro-marché de la bureaucratie du PCC a renforcé les forces de la contre-révolution à l'intérieur de la Chine. En même temps, la puissance sociale de la classe ouvrière industrielle a considérablement augmenté du fait du développement économique. L'intégration d'au moins 150 millions de travailleurs migrants des campagnes dans l'économie urbaine chinoise est un facteur d'une importance potentielle énorme. Il faut un parti léniniste-trotskyiste pour montrer la voie prolétarienne et internationaliste. Comme nous l'écrivions dans « Les ouvrières et les contradictions de la Chine contemporaine » (*Spartacist* édition française n° 39, été 2009) :

« Tôt ou tard, sans doute lorsque des éléments bourgeois à l'intérieur de la bureaucratie et dans sa périphérie décideront de se débarrasser du pouvoir politique du PCC, les tensions sociales grandissantes en Chine feront voler en éclats les structures politiques de la caste bureaucratique. Le jour où cela se produira, le destin de la Chine se jouera. Soit les ouvriers balayeront du pouvoir l'élite parasitaire par une révolution politique prolétarienne, en défendant et cherchant à étendre les acquis de la Révolution de 1949 pour faire de la Chine un bastion de la lutte pour le socialisme mondial, soit la contre-révolution capitaliste triomphera, ramenant avec elle les ravages de la domination impérialiste et de l'exploitation. »

Un gouvernement ouvrier et paysan révolutionnaire mettra un terme à l'arbitraire et à la corruption bureaucratiques. Il expropriera la nouvelle classe d'entrepreneurs capitalistes à l'intérieur du pays et renégociera les conditions des investissements étrangers conformément aux intérêts des travailleurs. Il créera une économie centralisée et planifiée dans les conditions de la démocratie ouvrière – et non du dirigisme bureaucratique et autarcique des années Mao. Luttant pour assurer au moins un niveau économique de base pour toute la population, une direction véritablement communiste sera consciente du fait que pour assurer à tous la prospérité matérielle, il faudra lutter pour la révolution socialiste dans les centres du monde capitaliste. La bureaucratie nationaliste du PCC s'oppose avec véhémence à cette perspective ; sa politique dérive du dogme stalinien de « construire le socialisme dans un seul pays ». Le fait que les ouvriers chinois des zones capitalistes soient exploités par des entreprises dont certaines exploitent aussi des travailleurs au Japon, aux Etats-Unis et ailleurs crée la possibilité d'une solidarité internationale, et démontre l'intérêt commun des travailleurs à lutter pour un monde socialiste.

La préservation et le développement des acquis révolutionnaires de la Chine et la modernisation générale de la société dans l'intérêt des masses travailleuses nécessitent une économie socialiste planifiée à l'échelle internationale, ce qui ouvrira la voie à un avenir communiste. C'est l'objectif de la Ligue communiste internationale, qui se bat pour reforger la Quatrième Internationale de Trotsky, parti mondial de la révolution prolétarienne.

— Traduit de *Workers Vanguard* n° 961, 2 juillet

Spartacist en chinois n° 8

Les « réformes de marché » en Chine : Une analyse trotskyste

La Révolution russe et l'émancipation des femmes

1 €
(28 pages)

Commande :

Société d'édition 3L, LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Villiers-le-Bel...

Suite de la page 2

vernements de droite qui ont suivi, c'est d'officialiser la rémunération des indics, et ensuite de faire l'amalgame entre témoins et indics en rémunérant également les témoins, qui évidemment sont payés pour faire des déclarations conformes aux besoins des flics.) Deux mois après le 11 Septembre à New York, le gouvernement PS-PC-Verts avait utilisé l'hystérie « anti-terroriste » contre les islamistes pour faire passer dans l'arsenal judiciaire le témoignage anonyme.

L'accusation lors du procès de Villiers-le-Bel n'a d'ailleurs pas manqué d'avoir recours à tous les clichés et amalgames racistes anti-islamiques, déclarant que l'épouse de l'un des accusés portait la burqa, qu'ils étaient issus de familles poly-

games, etc. Alors que sévit la pire crise économique depuis les années 1930 et que le gouvernement s'emploie à la faire payer par les travailleurs, il multiplie les campagnes racistes dans le but de faire passer ses projets, notamment le démantèlement des retraites, la liquidation de centaines de milliers d'emplois dans la fonction publique, la suppression d'aides sociales, etc. Il mène ces campagnes racistes pour chercher à diviser et affaiblir la classe ouvrière, attisant le chauvinisme pour enchaîner, par le protectionnisme, les ouvriers ici à leurs exploités contre les travailleurs d'autres pays. C'est pourquoi le mouvement ouvrier doit plus que jamais pour se défendre lui-même s'opposer avec intransigeance à ces campagnes racistes. **A bas la loi de sécurité quotidienne et ses avatars qui ont suivi ! A bas la loi raciste contre la burqa ! Libération immédiate des 15 de Villiers-le-Bel !** ■

Comité de défense sociale, MBE 168, 108 rue Damrémont, 75018 Paris

Tél. 01 42 08 01 49 – cdds-france@hotmail.fr – voir le site www.partisandefense.org

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

Retraites...

Suite de la page 1

classe ouvrière pour attaquer le mouvement ouvrier en le divisant selon des lignes ethniques, raciales et religieuses, selon le vieux principe « diviser pour mieux régner ».

La lutte contre la terreur raciste du gouvernement est non seulement indispensable à l'autodéfense du mouvement ouvrier, elle est nécessaire pour que la classe ouvrière dépasse le cadre étroit de ses luttes économiques. La lutte économique a pour objet de défendre ou augmenter les salaires directs ou indirects perçus par les travailleurs ; il s'agit de préserver ou augmenter la part revenant aux travailleurs de la plus-value qu'ils ont eux-mêmes intégralement créée par leur travail ; la lutte économique, quoique nécessaire, reste donc dans le cadre du système capitaliste. Les réformistes cherchent constamment à limiter la perspective des travailleurs à ces luttes économiques. Ils ne cessent de parler de « diversion » à propos des attaques racistes du gouvernement. Olivier Besancenot, porte-parole du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), a ainsi déclaré (*l'Humanité*, 25 août) : « *le vrai piège serait de faire la rentrée sur l'insécurité, alors que la question numéro un, c'est l'insécurité sociale et la délinquance financière, à laquelle on ne s'attaque pas* ».

Loin de simplement considérer ces attaques racistes comme « *la vieille recette de la diversion* » (titre de *Tout est à nous*, le journal du NPA, le 29 juillet), la classe ouvrière doit riposter de front, prenant la tête de toutes les luttes contre l'oppression pour rallier derrière elle les opprimés dans une lutte générale pour renverser le capitalisme tout entier. Il faut forger, dans les luttes des ouvriers et des opprimés, le parti ouvrier révolutionnaire multiracial et multiethnique dont a besoin la classe ouvrière pour mener à bien une révolution socialiste victo-

rieuse, comme la Révolution russe de 1917, la première révolution ouvrière victorieuse qui renversa la dictature du capital et instaura celle du prolétariat. La Ligue trotskyste représente le noyau dont émergera un tel parti, modelé sur le parti bolchévique de Lénine. Comme l'écrivait celui-ci 15 ans avant 1917 :

« Tout secrétaire de trade-union [syndicat] mène et aide à mener la "lutte économique contre le patronat et le gouvernement". Et l'on ne saurait trop insister que *ce n'est pas encore là* du social-démocratie [comme on appelait à l'époque le marxisme révolutionnaire] ; que le social-démocrate ne doit pas avoir pour idéal le secrétaire de trade-union, mais le *tribun populaire* sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire et d'oppression, où qu'elle se produise, quelle que soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir, sachant généraliser tous ces faits pour en composer un tableau d'ensemble de la violence policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter de la moindre occasion pour exposer *devant tous* ses convictions



Manifestation du 27 mai à Marseille en défense des retraites

Reuters

socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à *tous* et à chacun la portée historique de la lutte émancipatrice du prolétariat. »

– *Que faire ?*

Pour une lutte de classe contre le démantèlement des retraites !

Les bureaucraties syndicales se sont jusqu'à présent contentées d'appeler à une journée d'action le 7 septembre. Mais il n'est pas dit qu'elles parviendront à éviter ainsi une lutte de classe de grande ampleur, tant la colère des travailleurs est grande contre ce gouvernement et ses attaques. Les bureaucrates, eux, sont convaincus que les travailleurs devront faire des sacrifices : la CGT est depuis le printemps prête à accepter une augmentation des cotisations retraite des salariés, c'est-à-dire une diminution des salaires (voir les déclarations d'Eric Aubin, responsable du dossier retraites à la CGT au *monde.fr* le 4 mai, disponible sur le site de la CGT). Quant à la CFDT, elle a accepté lors de son congrès de juin l'augmentation de la durée de cotisation, c'est-à-dire une diminution des retraites (*le Monde*, 12 juin).

FO et SUD se sont prononcés pour le retrait pur et simple du projet, le SUD ayant déposé un préavis de grève illimitée à partir du 7 septembre à la RATP, un secteur où il est faiblement représenté. FO et SUD cherchent à se donner un profil plus combatif à un moment où les nouvelles règles de représentativité syndicale menacent dans de nombreux cas d'éliminer ces deux fédérations, au profit de la CGT et de la CFDT, de la course aux mandats électoraux et aux subsides patronaux et gouvernementaux qui leur sont associés.

Lors de la grève de novembre 2007 en défense des retraites à la SNCF, où SUD est beaucoup mieux implanté, SUD-Rail avait en réalité pour objectif principal d'être reconnu comme un « partenaire social » à part entière. Dès le premier jour de la grève, SUD-Rail avait déclaré que « *le but n'est pas de s'installer dans la grève mais de donner un message fort au gouvernement* » (*le Monde*, 14 novembre 2007). Pourtant les cheminots ont poursuivi héroïquement la grève pendant près de dix jours, face à une violente campagne anti-grève du gouvernement et de la bourgeoisie. Comme nous le soulignons dans notre article « Collaboration de classes et trahison de la grève des cheminots par la bureaucratie syndicale » (supplément au *Bolchéviek* n° 182, mars 2008) : « *tandis que dans les AG les petits bureaucrates de SUD parlaient de continuer la grève, leurs dirigeants magouillaient avec les patrons et le gouvernement en faisant des propositions sur "le cadrage de la réforme", c'est-à-dire acceptaient le principe de l'attaque contre les retraites.* »

Les syndicats sont l'organisation élémentaire de défense des travailleurs contre leurs patrons. Mais, notamment en France, ils n'organisent qu'une petite fraction de la classe ouvrière, essentiellement dans les grandes entreprises, le secteur semi-public et le secteur public. Ce sont des secteurs où il reste encore des acquis des luttes passées, qui sont aujourd'hui dans le collimateur des capitalistes déchaînés dans leur soif de profit depuis la contre-révolution capitaliste en Union soviétique il y a près de 20 ans.

Les dirigeants syndicaux s'appuient sur une mince couche de travailleurs relativement privilégiés, qui du coup identifient faussement leurs intérêts à ceux des capitalistes. Près de 30 % des membres de la CGT seraient aujourd'hui dans la catégorie des ingénieurs, techniciens et cadres. La bureaucratie syndicale tire de plus en plus ses revenus, ses permanents syndicaux, ses sinécures dans des organes de gestion et de

consultation divers, des subventions directes des patrons et de l'Etat capitaliste lui-même. Qui paie les violons choisit la musique : les bureaucrates se préoccupent moins de recruter de nouveaux militants et de ramasser leurs cotisations que d'obtenir des voix aux élections organisées par les patrons, sur la base desquelles sont répartis les subsides capitalistes. Aussi dans les journées d'action contre les attaques gouvernementales, loin de chercher à organiser de véritables grèves qui bloquent la production, ils se contentent de faire du chiffre dans la rue, pour monnayer le nombre de manifestants comptabilisés contre quelques concessions à la table de négociations.

Il faut lutter pour *syndiquer les non-syndiqués*, c'est-à-dire notamment les intérimaires, CDD, sous-traitants et autres travailleurs à statut précaire, qui sont en majorité des femmes, des immigrés avec ou sans papiers, des jeunes de banlieue. Cela implique de lutter contre les discriminations qui frappent ces couches de travailleurs. **Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici !** Pour rompre avec la politique de collaboration de classes des bureaucrates où chaque appareil syndical brise alternativement la grève appelée par l'autre, il faut lutter **pour une direction révolutionnaire des syndicats**, à la tête de véritables **syndicats industriels**, c'est-à-dire regroupant tous les travailleurs d'une même industrie dans un seul syndicat.

Le « front populaire » : une alliance avec la bourgeoisie qui enchaîne la classe ouvrière

Cette perspective pose la nécessité d'un programme politique révolutionnaire, et donc d'une lutte politique contre les organisations réformistes qui représentent un obstacle à la prise de conscience révolutionnaire du prolétariat et qui cherchent inlassablement à canaliser les luttes vers les prochaines élections. A un an et demi des élections présidentielles, le Parti socialiste (PS) est en train de se positionner pour reprendre des mains de Sarkozy le flambeau du gouvernement capitaliste. Les dernières élections régionales ont tracé les contours d'un nouveau « front populaire », c'est-à-dire une nouvelle alliance de collaboration de classes entre les Verts (un parti totalement bourgeois), le Parti socialiste et le Front de gauche ; ce dernier est constitué d'un bloc du PCF, du Parti de gauche (PG), lui-même issu du PS avec le renfort notamment de bourgeois républicains de type chevènementiste, et



R. Pratta/Reuters

La Villeneuve à Grenoble, 10 août. Le quartier a été mis en état de siège pendant des semaines après la mort de Karim Boudouda, abattu par les flics dans la nuit du 15 au 16 juillet.

de quelques groupuscules petits-bourgeois. PS, PCF, PG ont un programme bourgeois de gestion du capitalisme, une direction complètement dédiée à l'ordre bourgeois, mais ils conservent des liens avec la classe ouvrière à travers la bureaucratie syndicale et continuent à prétendre, plus ou moins, qu'ils défendent les intérêts des travailleurs contre les riches capitalistes.

Depuis 100 ans en France les réformistes qui dirigent le mouvement ouvrier ont maintes fois pris part à la gestion de l'appareil d'Etat capitaliste, donc inévitablement contre les travailleurs. Ils ne l'ont jamais fait de façon indépendante : ils l'ont toujours fait dans le cadre d'un « front populaire », en alliance avec des partenaires ouvertement bourgeois, ce qui leur permettait à la fois vis-à-vis de la bourgeoisie de garantir qu'ils n'allaient jamais transgresser les intérêts bien compris de la classe capitaliste, et vis-à-vis de leur base ouvrière de prétendre que leurs mesures anti-ouvrières étaient dues aux vicissitudes de l'alliance avec ces bourgeois « progressistes ».

Ces alliances, du fait qu'elles enchaînent la classe ouvrière à l'ennemi de classe, conduisent toujours à la défaite pour les travailleurs, et c'est pourquoi nous nous y opposons par principe. Dans les meetings du Front de gauche au contraire, les orateurs se succèdent pour revendiquer un nouveau front populaire (voir par exemple *l'Humanité* du 9 juin) en se référant à Juin 36. Mais justement en Juin 36 il y avait la possibilité d'une révolution ouvrière. Les stalinien du PCF, loin de créer des conseils ouvriers (soviets) pour préparer la prise du pouvoir prolétarien comme en 1917 en Russie, mirent en avant la nécessité de ne pas effrayer leurs alliés radicaux dans le Front populaire et canalisèrent la grève générale vers quelques réformes votées au parlement ; ils firent retourner les ouvriers au travail et les démoralisèrent petit à petit, au fur et à mesure que les quelques acquis de la grève étaient remis en cause et qu'approchait la guerre. Le parlement du Front populaire (moins les députés du PCF, qui avait été interdit lors de la déclaration de guerre) finit par voter les pleins pouvoirs à Pétain.

Que ce soit un gouvernement capitaliste de droite réactionnaire ou que ce soit un gouvernement capitaliste de gauche, son boulot est nécessairement de cogner sur les travailleurs. Le bilan des sociaux-démocrates sur la question des retraites est particulièrement lourd. La première grande attaque contre les retraites en 1993, après le retour de la droite, avait été d'abord formulée en 1991 dans le « livre blanc » du gouvernement PS de Mitterrand-Rocard ; la droite revenue au pouvoir n'avait fait que mettre en œuvre ce que la gauche avait mis dans les cartons gouvernementaux. Puis en 1999, sous le gouvernement PS-PCF-Verts de Jospin- Buffet, c'est le rapport Charpin qui avait annoncé le report de l'âge de départ à la retraite allant jusque 65 ans et l'allongement de la durée de cotisation jusqu'à 42 ans et demi, des propositions encore plus drastiques que l'actuel plan de Sarkozy-Woerth ! Jospin avait reculé devant les protestations ; il voulait attendre d'être élu président pour mettre en œuvre le rapport Charpin ; c'est la droite qui l'a ensuite mis en œuvre après 2002, en deux temps : 2003 puis aujourd'hui.

C'est dire qu'il n'y a rien à attendre d'un gouvernement de front populaire en 2012, alors que les réformistes se mettent déjà à chercher à canaliser les luttes vers le « battre Sarkozy ». Le PS accepte ainsi aujourd'hui un allongement de la durée de cotisation, c'est-à-dire un abaissement du montant des retraites à durée de travail égale. C'est dire aussi le cynisme des organisations à gauche du PS qui ces jours-ci

Jun 2008,
réunion nationale
des comités NPA. Pour
le prolétariat,
choisir le protectionnisme,
c'est rejeter
le programme
de l'internationalisme,
c'est-à-dire
renoncer à la
révolution.



Rouge

parlent de faire l'unité avec ce même PS en manipulant l'aspiration légitime à l'unité ouvrière dans la lutte pour faire reculer le gouvernement. Besancenot s'adressait ainsi au PS (*l'Humanité*, 9 juin) : « Les conneries, ça suffit, on y va ensemble [...], en parlant d'une seule voix et sans trembler, pour la retraite à soixante ans et à taux plein ! »

PCF ou NPA reparlent du CPE comme d'un modèle de lutte qui avait fait reculer le gouvernement. Il est vrai que la mobilisation ouvrière avait forcé le gouvernement à retirer cette attaque début 2006. Mais, un an plus tard, toute la gauche, y compris la LCR (prédécesseur du NPA de Besancenot) et Lutte ouvrière (LO), appelait à « battre Sarkozy », c'est-à-dire voter Ségolène Royal du PS. Ces organisations n'ont au fond aucune autre perspective politique à proposer qu'une nouvelle mouture du front populaire, car toute leur vision du monde est fermement limitée par le cadre du capitalisme. Ils veulent simplement un front populaire « de combat », surfant sur une mobilisation ouvrière (type Juin 36 ou CPE), mais avec le même résultat : que les partis ouvriers prennent part à la gestion du capitalisme. Besancenot soulignait à l'université d'été du NPA le 27 août : « *l'issue des retraites ne se joue pas en 2012 mais, en revanche, beaucoup de l'issue de 2012 se joue dans la bataille des retraites. C'est maintenant qu'il faut affaiblir le gouvernement et la droite* » (*Tout est à nous*, 2 septembre).

Verts, PS, PC, PG, NPA, LO : le nouveau front populaire républicain-sécuritaire

Dans toute l'Europe la bourgeoisie et les réformistes poussent le protectionnisme et le nationalisme, dressant les travailleurs derrière leur propre bourgeoisie et contre leurs frères de classe dans les autres pays de l'Union européenne et au-delà (voir l'article de nos camarades britanniques sur la grève réactionnaire de Lindsey, reproduit dans *le Bolchévik*

MEETING DE LA LIGUE TROTSKYSTE

2 novembre, 19h30

Au CICP, Salle verte,
21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
Métro Rue des Boulets (ligne 9)

n° 188). Sarkozy a ainsi mis en place avec la pleine participation de la bureaucratie syndicale des « états généraux de l'automobile » début 2009 ; il s'agissait de promettre des milliards aux grands patrons de l'automobile à condition que ne soient fermées des usines qu'à l'étranger – autrement dit, en promettant de sauver la production des trusts français (et surtout leurs profits), avec des travailleurs français. Comme le faisait remarquer l'un de nos camarades lors du grand meeting de LO sur l'automobile lors de sa dernière fête en mai dernier (malgré les vociférations des « démocrates » de LO pour faire taire notre intervenant) :

« LO a écrit à l'époque plusieurs articles sur ces états généraux mais pas un seul ne s'est opposé à ce poison chauvin qui pénètre ainsi dans les consciences des ouvriers, en particulier de l'automobile [...]. En fait, c'est pour mieux défendre la politique de ses propres camarades dans les directions syndicales qui servent au final la politique de la bourgeoisie. »

Vu la capitulation des réformistes, voire leur participation active (PCF) aux campagnes protectionnistes, leur réaction n'est nullement surprenante face au déchaînement raciste du gouvernement cet été. La gauche s'est livrée à un véritable exercice de légitimation de l'offensive sécuritaire du gouvernement en dénonçant celui-ci pour avoir réduit le nombre de flics (voir par exemple *l'Humanité* du 16 août). Pour eux, le problème de la politique sécuritaire du gouvernement, c'est qu'elle est inefficace et ne tient pas ses promesses.

Lutte ouvrière, qui a dénoncé les déclarations du PS que la « sécurité » était bien la première des « libertés républicaines » (*Lutte Ouvrière*, 20 août), n'en a pas moins profité pour prendre une nouvelle fois la défense des maires de gauche, déclarant que la délinquance aurait plus baissé à Lille, dont Martine Aubry, chef du PS, est maire, qu'à Nice, dont le maire est le ministre Estrosi (*ibid.*) Elle a aussi mentionné positivement le maire PS de Grenoble, qui a augmenté de 41 % les effectifs de la police municipale alors que ceux de la police nationale baissaient de 17 % (*ibid.*)

LO, tout en se plaignant que les maires de droite et de gauche « disposent des mêmes moyens de lutte réelle contre l'insécurité, c'est-à-dire d'à peu près aucun » (*ibid.*), contribue à sa mesure à l'arsenal répressif des villes quand elle fait partie de la majorité, en votant régulièrement des budgets qui incluent la vidéo-surveillance, la police municipale, etc. Ils ont même voté le budget de la municipalité PCF de Bagnolet quelques semaines à peine après l'attaque à la tractopelle menée le 10 février dernier par le maire contre un squat de travailleurs africains, une opération raciste conduite bien entendu au nom de la « sécurité » contre des soi-disant trafiquants, dealers et proxénètes (voir notre article paru dans *le Bolchévik* n° 192) ! Le discours occasionnel de LO sur le communisme révolutionnaire et l'internationalisme n'est qu'une décoration superficielle pour une pratique totalement réformiste.

La police, qu'elle soit municipale ou nationale, a pour



DAL

La Courneuve, 21 juillet : des femmes et des enfants, après avoir été expulsés de leur logement le 8 juillet, sont brutalement évacués de leur campement par les flics.

fonction le maintien de l'ordre bourgeois par la violence. Toutes les campagnes sécuritaires ont pour objet de renforcer l'arsenal répressif, qui vise les opprimés et en dernier ressort la classe ouvrière. L'Etat, ce sont au fond des bandes d'hommes armés dont la fonction est d'empêcher toute révolte des opprimés et, au bout du compte, de mater la lutte révolutionnaire du prolétariat pour renverser ce système. C'est pourquoi on ne peut réformer l'Etat pour qu'il serve les intérêts des travailleurs, il devra être détruit au cours d'une révolution ouvrière.

La gauche a beau se plaindre que Sarkozy fasse le jeu du Front national de Le Pen, dont les sondages indiquent effectivement une montée considérable dans l'opinion, la gauche légitime elle-même le discours sécuritaire des fascistes qui affirment être les seuls à avoir un programme réellement efficace pour la sécurité. Pour le moment, les fascistes sont en France un phénomène essentiellement électoral. Sur le fond, le fascisme, ce sont des troupes de choc basées sur la petite bourgeoisie ruinée et enragée par la crise économique, mobilisées par le capital pour écraser le mouvement ouvrier. Si la crise continue à s'aggraver et que surgissait une montée révolutionnaire dans la classe ouvrière, la bourgeoisie impérialiste décadente, y compris celle des « droits de l'homme » issue des Lumières, n'hésiterait pas une seconde à déchaîner cette racaille barbare pour sauver sa dictature sur la classe ouvrière.

Un programme de transition vers la révolution socialiste

Le NPA a tenu un grand meeting européen à Paris le 15 juin qui a bien montré la banqueroute des sociaux-démocrates de gauche dans toute l'Europe. Chacun y allait de sa petite recette (généralement une petite mesure fiscale) pour soi-disant résorber la crise de la dette des Etats et/ou sauver les retraites : taxation des transactions financières et abolition des paradis fiscaux, taxation du capital, nationalisation des banques sous contrôle démocratique des travailleurs, etc.

Pour tous ces gens-là il suffit de quelques mobilisations des travailleurs pour faire pression sur les capitalistes jusqu'à ce qu'ils lâchent une ou deux mesurette qui feront l'affaire. Au fond Lutte ouvrière a la même perspective aussi, centrée sur le fait que l'espérance de vie a augmenté moins vite que la productivité du travail depuis la Deuxième Guerre mondiale et qu'il suffirait donc d'allouer une petite partie de l'augmentation de la productivité pour permettre de « partir à la retraite bien avant 60 ans [...]. Raison de plus pour être nom-

Correction

Dans l'article « Expulsions racistes à Bagnolet – LO se solidarise avec les expulsés... pour redorer le blason de la municipalité PCF », publié dans *le Bolchévik* n° 192 (juin), nous avons par erreur prénommé Patrick le maire de Bagnolet. En fait il s'appelle Marc Everbecq. Par ailleurs, nous précisons que la photo publiée page 23 dans le même numéro a été prise lors d'une manifestation antiraciste appelée par le réseau « no border » place Stalingrad à Paris, le 15 mai.

breux dans la rue le 7 septembre » (*Lutte Ouvrière*, 13 août).

Les mesures proposées par la gauche contre les attaques du gouvernement font l'effet d'une goutte d'eau à un moment où le gouvernement essaie de parachever la destruction des acquis chèrement arrachés par la classe ouvrière depuis 50 ans. Le système capitaliste n'a pas pour objet de mettre à la disposition du peuple les objets et services dont il a besoin ; il fonctionne uniquement pour le profit, accaparé par les capitalistes sur la base de leurs titres de propriété sur les moyens de production. Si le capitaliste ne licencie pas ou ne réduit pas les salaires ou les retraites, son taux de profit reculera au point qu'il perdra la confiance des marchés financiers, etc. ; le capitaliste jurera qu'il n'agit pas le moins du monde par misanthropie, d'ailleurs lui-même participe de sa poche aux œuvres de charité de l'église locale et du comité d'entreprise, mais que s'il n'attaque pas les travailleurs c'est toute l'entreprise qui fera faillite.

Le système capitaliste aujourd'hui refuse même la retraite à des travailleurs qui sont depuis longtemps usés jusqu'au bout par une vie d'exploitation. Et il démantèle le système de santé en le rendant inabordable aux travailleurs, financièrement et même physiquement avec les fermetures massives d'établissements hospitaliers et la diminution du nombre de médecins. Pour assurer sa survie, la classe ouvrière doit avancer toute une série de revendications comme le partage du tra-

vail entre toutes les mains valides, donc avec diminution du temps de travail et de l'âge de la retraite, sans perte de salaire. Il faut des investissements massifs dans le système de santé, y compris l'embauche de milliers d'infirmières et autres personnels indispensables à des soins gratuits et de qualité, accessibles à tous. Les femmes sont parmi les premières victimes de la crise et des attaques contre les retraites et la santé ; il faut en particulier rouvrir les centaines de maternités et de centres d'IVG qui ont été fermés ces dernières années, et en créer de nouveaux dans les quartiers ouvriers !

Ce n'est là qu'une petite partie de toute une série de revendications indispensables à la classe ouvrière. Les capitalistes diront qu'ils sont incapables de les satisfaire. Eh bien, comme le disait le révolutionnaire russe Léon Trotsky, que ce système périclite ! Le Programme de transition trotskyste, formé d'un ensemble de telles revendications, a pour objectif non pas d'adresser des suppliques auprès du parlement ou du gouvernement capitaliste, mais de montrer à la classe ouvrière la nécessité d'airain de renverser tout ce système par la révolution socialiste et l'établissement d'une économie nationalisée et planifiée, et de montrer la voie dans cette direction. Comme le montrent nos camarades allemands dans l'article en dernière page de ce numéro, cette lutte doit être indissolublement liée à une perspective internationaliste, pour les *Etats-Unis socialistes d'Europe*.

Gens du voyage...

Suite de la page 1

attaques contre les Roms rendrait le mouvement ouvrier directement vulnérable aux tentatives de division de la classe ouvrière elle-même selon des barrières ethniques, raciales ou sexuelles, tout en renforçant l'arsenal policier visant les travailleurs. *Une attaque contre un est une attaque contre tous !*

La république capitaliste française, les réformistes et les gens du voyage

La réponse du PS, du PCF, du Parti de gauche (PG) et du NPA aux campagnes racistes du gouvernement a été d'appeler avec les Verts à une manifestation le 4 septembre. L'appel à la manifestation (*l'Humanité*, 5 août) profite de l'oppression des Roms pour faire une ode à la république capitaliste-impérialiste française gorgée de sang de l'Afrique au Proche-Orient, à l'Indochine et aujourd'hui l'Afghanistan. Les réformistes veulent redorer l'image de la France face au tollé international que la chasse aux Roms a suscité. Il s'agit aussi de réaffirmer le soutien des signataires à l'ordre bourgeois contre la « délinquance », reproduisant implicitement au passage le cliché raciste que tous les Roms et gens du voyage sont des voleurs. (*Lutte ouvrière* a refusé à juste titre de signer cet appel, mais cette organisation est plus que discrète concernant les expulsions pratiquées dans les communes où elle fait partie de la majorité municipale PCF ; ainsi, à Bagnolet en juillet 2008, la mairie a sommé des familles roms bulgares de renvoyer leurs enfants en Bulgarie comme condition pour héberger les adultes.)

L'appel pour le 4 septembre déclare notamment :

« il [Sarkozy] ne lutte en rien contre la délinquance, qui est répréhensible pour tout individu sans distinction de nationalité ou d'origine. [...] Il ne s'agit plus du débat légitime en démocratie sur la manière d'assurer la sûreté républicaine, mais bien d'une volonté de désigner comme a priori dangereuses des millions de personnes à raison de leur origine ou de leur situa-

tion sociale. [...] Parce que le seuil ainsi franchi nous inquiète pour l'avenir de tous, nous, organisations associatives, syndicales et politiques diverses mais qui avons en commun l'attachement aux principes fondamentaux de la République laïque, démocratique et sociale, rappelons avec force que l'article 1^{er} de la Constitution "assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion", et que toutes propositions qui méconnaîtraient cette règle fondatrice de la démocratie constituent une atteinte à la paix civile. [...] Et nous appelons à un grand rassemblement citoyen à l'occasion du 140^e anniversaire de la République, le samedi 4 septembre, place de la République, à Paris ».

Voilà bien le comble du cynisme : c'est la Troisième République qui avait institué par la loi de 1912 le « carnet anthropométrique d'identité » pour tous les nomades (à l'exclusion des forains et ambulants de nationalité française), complété par un carnet collectif ; leurs véhicules étaient assujettis à une mention spéciale permettant de les identifier comme apparte-



Manifestation du 4 septembre : l'appel signé par le NPA, etc. prend la défense de la république capitaliste.



AFP/Paul Szajner

Saint-Denis, 6 juillet : les CRS investissent le camp du Hanul et les pelleteuses réduisent à l'état de gravas toutes les maigres possessions des Roms.

nant à des nomades, l'équivalent d'une étoile jaune (voir le livre d'Emmanuel Filhol et Marie-Christine Hubert, *les Tsiganes en France : Un sort à part (1939-1946)*, paru en 2009 chez Perrin). L'obligation de faire viser un carnet ou un livret de circulation par les flics tous les trimestres demeure toujours en vigueur pour les gens du voyage.

La Troisième République perfectionna sans cesse l'arsenal contre les Tsiganes. En avril 1940 (avant l'occupation allemande) elle décidait l'assignation à résidence, c'est-à-dire l'internement de tous les nomades dans de petits camps de concentration locaux pour toute la durée de la guerre. La répression contre les Tsiganes (qui étaient pour la plupart citoyens français) exercée par le gouvernement de Vichy fut en fait basée sur la législation de la Troisième République, et ce fut le cas aussi pour la plupart des mesures prises contre eux par la police française dans la zone occupée.

A la « Libération »... les Tsiganes ne furent pas libérés, pour certains, avant 1946 ; le PCF était entre 1944 et 1947 au gouvernement, avec la SFIO (parti socialiste). Les derniers nomades internés ne furent libérés qu'en mai 1946, un an après la fin de la guerre en Europe.

Tous les nomades en France ne sont pas des Tsiganes, et tous les Tsiganes ne sont pas nomades. On a de plus vu certaines communautés de gens du voyage manifester ces der-

nières semaines avec des drapeaux français pour insister qu'ils sont des citoyens et des électeurs français, contrairement aux Roms venus d'Europe de l'Est et des Balkans qui concentrent sur eux la haine et les préjugés racistes. Pourtant, même les Tsiganes français sédentarisés continuent aussi de faire l'objet de discrimination raciste. Dans le quartier du Polygone à Strasbourg vivent 200 familles tsiganes, sur un campement installé en 1970 dans des conditions qui sont toujours précaires aujourd'hui ; une vieille dame rapportait ainsi (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 30 juillet) : « Nos enfants vont à l'école comme tout le monde. Mais lorsqu'ils commencent à chercher du travail, et qu'ils disent qu'ils habitent rue de l'Aéropostale, ils sont systématiquement refusés. » Un pasteur ajoutait simplement : « Nous sommes moins considérés que des chiens. »

Une partie des Juifs sous la Troisième République capitaliste, celle de l'affaire Dreyfus, voyaient aussi de haut les Juifs fuyant les pogroms en Europe de l'Est, que les Juifs français considéraient comme une menace pour leur propre intégration en tant que

citoyens français. En fait, c'est l'Etat français sous Vichy qui envoya des milliers de Juifs, étrangers ou pas, dans les camps de la mort nazis ; l'un des responsables, Maurice Papon, fit ensuite une longue carrière dans l'appareil d'Etat capitaliste et aussi comme PDG de Sud-Aviation en Mai 68. Les travailleurs et les opprimés ont un intérêt vital à s'unir dans une lutte commune. Il faut combattre la fausse conscience distillée par la bourgeoisie qui fait penser aux travailleurs immigrés que ce sont les Roms qui menacent leur propre lutte pour des papiers ou qui fait penser aux travailleurs français que les Roms sont des « délinquants ». C'est la tâche d'un parti révolutionnaire que de combattre cette fausse conscience.

Les Roms, un peuple sans Etat

Aujourd'hui, huit à douze millions de Roms, Sintis, Gitans ou Manouches vivent en Europe ; ils sont sédentarisés ou nomades. Les Juifs et les Tsiganes ont une longue histoire commune de victimes de la haine et de l'oppression. Abraham Léon, un trotskyste belge qui fut assassiné à Auschwitz en 1944, a expliqué dans *la Conception matérialiste de la question juive* que les Juifs étaient un « peuple-classe ». S'ils ont survécu comme entité distincte, ce n'est pas malgré leur oppression séculaire mais du fait de leur existence à l'origine comme une *caste* remplissant une fonction économique spécialisée indispensable dans la société. Les Juifs, en tant qu'usuriers et commerçants, vivaient nécessairement sous le féodalisme de façon sédentaire dans des communautés urbanisées ; plus tard, lorsque l'essor de la bourgeoisie industrielle rendit superflue leur fonction économique, ils s'assimilèrent dans la société capitaliste moderne. Le puissant mouvement ouvrier européen reprit à son compte la lutte contre l'antisémitisme. De nombreux socialistes et révolutionnaires étaient juifs, notamment Marx. Les Roms et Tsiganes étaient autrefois surtout musiciens, marchands de chevaux, vanniers ou rémouleurs ; historiquement ils apportaient des connaissances inestimables dans l'économie de subsistance paysanne mais, en tant que « peuple-classe » d'artisans nomades, leur rôle dans la société était toujours resté plus marginal que celui des Juifs.

La Révolution russe de 1917, sous la direction des bolchéviks de Lénine et Trotsky, et du fait de son caractère véritablement internationaliste, a permis pour la première fois dans l'histoire d'établir la dictature du prolétariat, qui combattit

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*

Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €

Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la Société d'édition 3L

LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada



Archives de la Résistance de Thouars/Jacques Sigot

Tsiganes internés dans le camp de Montreuil-Bellay en 1944. Certains Tsiganes en France restèrent internés jusqu'en mai 1946.

avec succès les pogroms antisémites et le chauvinisme. Elle ouvrit de même la porte à l'émancipation des Roms, qui pour la première fois furent reconnus en tant que minorité. On promut l'élaboration de dictionnaires et de grammaires romani ainsi que la culture de ce peuple.

A partir de 1924 commença la destruction du parti bolchévique révolutionnaire internationaliste par une contre-révolution politique dirigée par les staliniens, une couche de bureaucrates privilégiés qui donna une nouvelle vie au vieux poison du chauvinisme. Les tensions nationalistes furent utilisées pour briser l'esprit internationaliste des travailleurs. Le romani fut bientôt réprimé, et ensuite aussi le yiddish.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les régimes établis en Europe de l'Est purent réduire en partie les préjugés endémiques, mais ils ne purent pas jeter les bases pour l'élimination du chauvinisme. En Roumanie, le régime stalinien particulièrement brutal de Ceaucescu procéda à la sédentarisation des Roms. Mais beaucoup de Roms aujourd'hui regrettent le régime du Ceaucescu, car l'Etat ouvrier déformé voulait dire du travail et un revenu pour tous. *Le Parisien* (23 août) cite les propos caractéristiques suivants d'un grand-père rom : « Avant la Révolution de 1989, sous Ceaucescu, c'était dur, mais on se débrouillait. On avait des logements, un travail avec un petit salaire. Et puis, tout a changé... »

Il y a 20 ans nous avons lutté contre la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en Union soviétique, alors que les PCF, LO, LCR soutenaient diverses forces contre-révolutionnaires, notamment Solidarnosc en Pologne. En RDA notamment nous avons jeté nos forces en 1989-1990 pour lutter contre une réunification capitaliste de l'Allemagne et pour une révolution politique prolétarienne pour remplacer le régime bureaucratique stalinien par le pouvoir de conseils ouvriers. Avec la contre-révolution capitaliste tous les préjugés racistes contre les Roms ont refait surface. Les Roms, licenciés en masse, se retrouvent à nouveau sur les routes pour fuir la misère et la terreur raciste. C'est dire l'horreur de la restauration capitaliste que ces Roms reviennent encore en France malgré l'oppression incessante qu'ils subissent.

Sur le papier, les Roms roumains ou bulgares ont le droit de voyager dans toute l'Union européenne, y compris en France. Ils ont aussi en théorie le droit de travailler. Toutefois, en France, ils n'ont accès qu'à 150 métiers dits « sous tension », et de plus ils doivent

accomplir des formalités administratives coûteuses pour obtenir un permis de travail qui prennent des semaines, voire des mois. Les capitalistes n'attendent jamais si longtemps pour les métiers auxquels pourraient prétendre les Roms, ce qui fait qu'en réalité ils n'ont pas le droit de travailler. Sans revenu, ils perdent aussi le droit de séjourner en France au-delà de trois mois. Nous exigeons la **levée immédiate de toutes les restrictions à l'emploi pour tous ceux qui sont ici ! Pleins droits de citoyenneté !**

La situation épouvantable des Roms dans l'Union européenne met à nu toute l'hypocrisie capitaliste sur la « liberté » et la « démocratie » pour les opprimés dans l'Europe impérialiste. D'après Amnesty international (13 janvier), de nombreux enfants roms sont scolarisés en république tchèque dans des écoles spéciales pour « enfants légèrement handicapés mentaux ». En Italie, un soi-disant « plan d'urgence concernant les nomades » pour combattre la délin-

quance a été adopté, menaçant des milliers de Roms de se faire chasser de leurs campements pour être regroupés dans de grands camps isolés. En Hongrie on rapporte des pogroms meurtriers. A Ostrowany (Slovaquie) ou à Tarlungeni (Roumanie) des murs sont érigés pour séparer les quartiers roms.

La terreur raciste est inhérente au système capitaliste. Il n'y aura un début de solution à l'effroyable oppression du peuple rom que dans le cadre d'Etats-Unis socialistes d'Europe. Comme l'écrivait Abraham Léon à propos des Juifs en conclusion de sa *Conception matérialiste de la question juive* :

« Il est évident que le rythme de la solution du problème juif dépend du rythme général de l'édification socialiste. L'antinomie entre l'assimilation et la solution nationale n'est que toute relative, la dernière n'étant souvent que la préface de la première. [...] Aujourd'hui, les antagonismes nationaux culturels et linguistiques ne sont que la manifestation des antagonismes économiques créés par le capitalisme. Avec la disparition du capitalisme, le problème national perdra toute son acuité. S'il est prématuré de parler d'une assimilation mondiale des peuples, il est évident que l'économie planifiée, étendue à l'échelle de la Terre, aura pour effet de rapprocher considérablement tous les peuples de l'Univers. Cependant, il serait peu indiqué de hâter cette assimilation par des moyens artificiels ; rien ne pourrait lui nuire davantage. On ne peut pas encore prévoir nettement quels seront les « rejets » du judaïsme actuel ; le socialisme veillera à ce que la « génération » ait lieu dans les meilleures conditions possibles. » ■



Herminie Philippe/AFP

Paris, 1^{er} décembre 2007 : manifestation pour leurs droits de Roms des bidonvilles. Les municipalités capitalistes « de gauche » ont un lourd passif d'expulsions.

Crise financière...

Suite de la page 32

Celle-ci considère traditionnellement les Balkans, en particulier, comme son arrière-cour, et les peuples de cette région sont obligés de lui obéir au doigt et à l'œil s'ils ne veulent pas se retrouver directement sous sa botte. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'impérialisme allemand a occupé la Grèce et la Yougoslavie, où il a eu recours aux méthodes les plus sanglantes pour réprimer une résistance héroïque. Et au début des années 1990, l'impérialisme allemand a joué un rôle déterminant pour encourager la contre-révolution, en incitant les peuples de l'Etat ouvrier déformé yougoslave à s'engager dans des guerres nationalistes fratricides et meurtrières. En 1999, le gouvernement de coalition de Gerhard Schröder et Joschka Fischer, qui réunissait le SPD (Parti social-démocrate) et les Verts a participé, au côté de ses alliés de l'OTAN et sous la direction des Etats-Unis, à une guerre contre la Serbie qui a imposé un régime d'occupation dans une grande partie de l'ex-Yougoslavie. Aujourd'hui, c'est par des moyens économiques qu'on essaie d'obliger la Grèce, un pays « allié » et membre de l'UE, à coopérer et saigner jusqu'à la dernière goutte la classe ouvrière et les opprimés de Grèce. **Armée allemande, hors des Balkans !**

Ces dernières semaines ont été dominées par des dissensions au sein du gouvernement allemand et de l'UE sur comment faire face à la situation catastrophique. Le ministre des Finances Wolfgang Schäuble a suggéré de créer un fonds monétaire européen afin d'éviter que ce genre de catastrophe se renouvelle. Mais la chancelière Angela Merkel, craignant que l'Allemagne se retrouve à la fin obligée de payer l'addition, était hostile à ce plan, et a suggéré à la place que le Fonds monétaire international (FMI) s'occupe de la Grèce. De son côté, dans une déclaration publiée par le magazine *der Spiegel* (22 mars), Schäuble expliquait que « *le FMI, dominé par les Américains, [est considéré] comme une extension de la politique étrangère américaine, et il n'a rien à faire dans la zone euro.* » Ce débat interne au gouvernement reflétait une controverse de longue date : la politique étrangère allemande doit-elle s'orienter vers les Etats-Unis, comme le souhaitent les « atlantistes », ou vers une attitude plus indépendante s'appuyant sur le soutien de la Russie, comme le préconisait ouvertement Schröder. Mais c'est juste un débat sur ce qui est le mieux pour l'impérialisme allemand.

De toutes façons, Merkel et Schäuble, qui ne sont pas disposés à ce que l'Allemagne continue à jouer le rôle de « trésorier » de l'Europe, sont d'accord qu'elle doit sortir vainqueur de la crise économique. Beaucoup de commentateurs craignent que la politique qu'ils mènent ne finisse pas mettre en danger l'UE et l'euro. L'arrogance de Merkel et Cie est l'expression de la confiance retrouvée de l'impérialisme allemand, ce qui conduit le reste de l'Europe à redouter ce que l'avenir leur réserve. Au sommet de l'UE, « Madame Non ! » Merkel a apparemment eu gain de cause, et a été acclamée en Allemagne comme la nouvelle « dame de fer » – en référence à l'ex-Premier Ministre britannique Margaret Thatcher, qui s'est rendue célèbre par sa guerre à outrance contre les syndicats dans les années 1980, et la destruction du secteur manufacturier qui s'en est suivie.

Mais ces acclamations et l'accord aux termes duquel la Grèce devait être obligée de payer les taux d'intérêt du marché – ce qui aurait fait définitivement exploser l'endettement du pays – n'ont pas fait long feu. Le président français

Deuxième Guerre mondiale : char de la Wehrmacht sous l'Acropole. L'occupation nazie fut terrible.



DVA

Nicolas Sarkozy, le Premier ministre italien Silvio Berlusconi et le gouverneur de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet ont ensemble concocté un accord différent, qui garantissait une première série de prêts à la Grèce au taux de 5 %. Schäuble a donné son accord à ce plan lors d'une conférence des ministres des Finances. Le journaliste Wolfgang Münchau écrivait dans sa chronique du *Financial Times* (13 avril) : « *Tant que les crédits sont remboursés, avec ce contrat il y aura davantage de transferts de fonds d'Athènes à Berlin qu'en sens inverse.* »

Et c'est vers Berlin que, de plus en plus, ce transfert de richesse s'effectue. Quand la ministre des Finances française Christine Lagarde a critiqué ouvertement les bas salaires en Allemagne, à qui elle attribuait les déséquilibres au sein de l'UE, ceci a provoqué une levée de boucliers de la part de la bourgeoisie allemande et de ses plumitifs. Mais le 10 mars, Heiner Flassbeck et Friederike Spiecker avançaient dans le *Frankfurter Rundschau* des arguments similaires : « *La Grèce et toute l'Europe du Sud ont besoin d'un nivellement [des salaires], parce qu'ils n'ont pas, et avec raison, procédé depuis dix ans, comme l'Allemagne, à des coupes claires dans les salaires. Ce nivellement doit se faire à moyen terme ; sinon on ne pourra pas préserver l'euro, on aura beau pour cela serrer la vis aux Grecs aussi longtemps, aussi durement qu'on voudra et quelle que soit l'institution qui le fasse.* » Et ils ajoutaient : « *Avec l'assistance de la Banque centrale [européenne], la politique allemande refuse obstinément de se pencher sur la véritable source des disparités dans la balance des paiements – la politique allemande de coupes claires dans les salaires.* »

Ces « déséquilibres » existent bel et bien, mais en appeler au gouvernement et aux capitalistes allemands pour qu'ils versent des salaires plus élevés, comme le font aussi le SPD et Die Linke (La Gauche), c'est se faire des illusions – c'est comme essayer de convertir des requins au végétarisme. Avec cette crise, la bourgeoisie allemande se sent pousser des ailes, et elle entend bien extraire encore davantage de profits des travailleurs allemands et européens. La seule manière de s'y opposer, c'est par une lutte de classe acharnée.

L'UE : de l'alliance antisoviétique au consortium impérialiste

En tant que partisans de l'internationalisme prolétarien, nous, communistes, sommes opposés par principe à l'UE, dominée par les puissances impérialistes que sont l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. L'UE existe principalement pour favoriser les intérêts de ces impérialistes et de leurs partenaires moins puissants, et pour utiliser les Etats plus dépendants comme la Grèce et une grande partie des pays d'Europe de l'Est comme leur arrière-cour industrielle. Depuis le milieu des années 1990, l'UE est de plus en plus un instrument pour l'exclusion totale des réfugiés et des immigrés, qu'on laisse se noyer en Méditerranée ou qu'on enferme dans des camps de détention qui rappellent les camps de concentration, avant de les réexpédier le plus rapidement possible vers la situation infernale des pays exploités ou directement détruits par l'impérialisme.

Mais l'UE est elle-même une construction fragile, exposée aux tensions continues engendrées par les intérêts nationaux discordants des impérialistes européens, tensions qui menacent de la faire exploser. Et il ne peut en être autrement. Alors que les forces productives se sont depuis longtemps développées au-delà du cadre national, le capitalisme est un système qui repose fondamentalement sur les Etats-nations : chacune des différentes classes capitalistes nationales a besoin de son propre Etat afin de faire passer et défendre ses intérêts, à l'intérieur comme à l'étranger. Cette contradiction est en réalité une des causes des deux dernières guerres mondiales. Et donc l'objectif affiché d'une union politique ou d'un super-Etat européen est nécessairement une utopie vide de sens. Même l'alliance de libre-échange qu'est l'UE est menacée par la crise actuelle, du fait des déséquilibres inévitablement créés par la rapacité capitaliste. Comme l'écrivait en août 1915 le révolutionnaire russe Lénine, dirigeant de la première révolution ouvrière victorieuse :

« Certes, des ententes *provisoires* sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente des capitalistes *européens*... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées *contre* le Japon et l'Amérique [...] »

— « A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe »

Les origines de l'Union européenne remontent aux années 1950, quand les impérialistes d'Europe de l'Ouest, sous la conduite des Etats-Unis, se sont efforcés de stabiliser leur alliance contre l'Union soviétique au moyen d'un renforcement de la coopération économique. Issue de la Révolution d'octobre 1917, l'Union soviétique restait un Etat ouvrier – basé sur l'expropriation des capitalistes et la collectivisation des moyens de production – malgré sa dégénérescence, qui avait commencé en 1924 avec l'appropriation du pouvoir politique par la caste bureaucratique dirigée par Staline. C'est pourquoi nous, trotskystes, défendions inconditionnellement l'Union soviétique militairement, et c'est pourquoi les impérialistes ont toujours voulu la détruire, parce qu'ils voulaient récupérer pour leur capital l'accès sans restriction à l'Europe de l'Est et à l'Union soviétique, et pour pouvoir à nouveau exploiter les peuples de ces pays.

Notre opposition de principe à la fois à l'OTAN – l'alliance militaire contre l'Union soviétique – et à l'UE et à ses prédécesseurs découlait de notre défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique, de la RDA et des autres Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est. La nature de l'UE a changé avec la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992, quand a disparu l'objectif antisoviétique de l'UE. Pour affirmer plus efficacement leurs propres intérêts vis-à-vis de leur rival américain, l'Allemagne et la France – elles-mêmes puissances impérialistes rivales – ont cherché à améliorer leur coordination et, entre autres, à manœuvrer avec la Russie capitaliste.

En 1989, peu après la chute du mur de Berlin, le président français de l'époque François Mitterrand a fait dépendre d'un accord entre les deux pays sur une monnaie commune l'acquiescement français à la réunification allemande. C'était censé écarter le danger que l'Allemagne, avec sa puissance retrouvée, fasse cavalier seul, et prévenir une confrontation entre les deux « partenaires ». En outre, ce devait être une arme dans la guerre monétaire contre l'hégémonie internationale du dollar américain. C'est de là qu'est né l'euro. Mais l'unité entre ces deux puissances impérialistes est elle-même conflictuelle, comme l'ont démontré au printemps 2007 les controverses autour des délocalisations de sites de production et les licenciements en masse chez Airbus, le groupe de construction aéronautique et de défense dominé par la France et l'Allemagne, ainsi que les critiques de la ministre des Finances française Lagarde contre l'obsession exportatrice de l'industrie allemande. Soutenus par l'impérialisme britannique, les Etats-Unis s'efforcent de ralentir ou d'empêcher la consolidation d'un bloc impérialiste concurrent de ce type.

L'euro et l'impérialisme allemand

L'attitude de la bourgeoisie allemande envers l'introduction de l'euro balançait entre hésitation et hostilité, parce qu'elle voyait le danger d'abandonner des éléments de souveraineté pour obtenir une monnaie qui aurait tendance à se déprécier. En particulier, l'expérience de l'inflation catastrophique pendant la crise de 1923 semble avoir marqué de



Navire de réfugiés près de l'île de Lampedusa au Sud de l'Italie. C'est cela la réalité brutale de l'Union européenne. Il faut une révolution ouvrière socialiste contre la forteresse Europe raciste.



Michel Euler/Pool/AFP

Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel en pleine crise de l'euro début mai. La seule chose sur laquelle ils se sont mis d'accord, c'est l'austérité pour les travailleurs de toute l'Europe pour sauver les banques de Francfort et Paris.

façon durable la classe capitaliste allemande. Quatre ans seulement après que la bourgeoisie allemande avait évité de justesse d'être renversée par la révolution prolétarienne en 1918-1919, grâce à la trahison des directions du SPD et de l'USPD (Parti social-démocrate indépendant), en 1923 le gouvernement [de droite] de Cuno avait cherché à faire supporter le coût des réparations [de la Première Guerre mondiale] imposées par l'impérialisme français aux travailleurs et aux classes moyennes en laissant flamber l'inflation. Ceci eut pour résultat une aggravation de la crise qui offrit à la classe ouvrière allemande la meilleure occasion qu'elle ait eu jusqu'à présent de prendre elle-même le pouvoir par une révolution socialiste – à cette époque, le KPD (Parti communiste allemand) était devenu un parti de masse ancré dans le prolétariat. Mais la direction révolutionnaire du KPD n'avait pas suffisamment rompu avec la politique du SPD et a laissé passer cette occasion.

En échange de l'introduction de l'euro, l'Allemagne a exigé des autres membres de la zone euro des concessions considérables destinées à garantir la solidité de la nouvelle monnaie. Ainsi, aucune pression politique ne devait être exercée sur la Banque centrale européenne ; le « Pacte de stabilité » [qui faisait partie des conditions pour la création de l'euro] stipulait que le déficit budgétaire d'un pays ne peut pas dépasser 3 % de son produit intérieur brut, et prévoit de lourdes amendes en cas de dépassement.

Ironie de l'histoire, ce fut l'Allemagne qui, sous Schröder, viola pour la première fois ce traité et utilisa ensuite sa puissance pour éviter de payer les amendes. Aujourd'hui que la Grèce et potentiellement aussi d'autres pays sont dans une situation beaucoup plus dangereuse, l'Allemagne bande ses muscles – sans une once de solidarité avec un de ses « partenaires » de l'UE. La campagne chauvine contre la Grèce est menée pour empêcher la classe ouvrière allemande d'avoir l'idée d'imputer la responsabilité de la crise au système capitaliste et à son propre gouvernement. Le mouvement ouvrier allemand doit se mobiliser en solidarité avec les travailleurs grecs et avec toutes les autres victimes des impérialistes de l'UE – après tout, ils vont être confrontés dans un avenir

proche à des attaques similaires. La chasse aux sorcières contre la Grèce vise aussi à diviser et à affaiblir une classe ouvrière allemande multiethnique.

SPD : « social-démagogie » pour l'impérialisme allemand

Sigmar Gabriel, le secrétaire général du SPD, un parti ouvrier-bourgeois, chante le même refrain que le gouvernement en accusant la Grèce et en lui refusant un soutien financier. Quand on lui demande si l'Allemagne doit aider la Grèce, il répond (interview à *Bild*, 5 mars) :

« Oui. Mais pas en envoyant de l'argent à Athènes. Ce serait erroné et irresponsable ! Parce que nous allons nous-mêmes nous endetter pour cela, et nous aurons moins d'argent pour l'éducation et les dépenses sociales. Cela voudrait dire que les plus faibles d'entre nous devront se saigner pour les boursicoteurs et les spéculateurs – une idée absurde ! »

Pour ce qui est de « saigner les pauvres pour les boursicoteurs et les spéculateurs », le gouvernement SPD/Verts de 1998-2005 a fait tout ce qui était en son pouvoir pour l'encourager. Par exemple, en éliminant l'impôt sur les ventes d'actions, il a libéré des capitaux auparavant investis dans l'industrie et permis entre autres la spéculation sur les marchés financiers.

Pour détourner l'attention de cette triste réalité, Gabriel adopte un semblant de visage gauche : « Nous devons combattre cette "invasion de sauterelles" et pour finir mettre les spéculateurs en échec. » Quelle plaisanterie, de la part d'un parti qui a été au pouvoir pendant 13 ans, qui a rendu les riches infiniment plus riches et plongé des millions de travailleurs et leurs familles dans une misère profonde. C'est précisément l'« Agenda 2010 » de Schröder, les réformes Hartz [censées supprimer les « rigidités » du marché du travail allemand] et l'assouplissement de la réglementation sur le travail temporaire qui ont contribué à donner davantage de pouvoir aux « boursicoteurs et spéculateurs », qui ne sont pas « américains », mais qu'on peut trouver dans les immeubles des banques de Francfort et dans les sièges sociaux des grandes entreprises allemandes.

La dernière mesure marquante de la « grande coalition » entre le SPD et la CDU a été d'aider les banques à sortir de l'ornière où les avait conduites leur soif de profit. Pour ce faire, le gouvernement des capitalistes a trouvé des centaines de milliards d'euros et a « exproprié » les énormes dettes des banques, de sorte que la classe ouvrière de ce pays les paie aujourd'hui avec ses impôts. Les surprofits que les banques engrangent à nouveau proviennent de la plus-value créée par les travailleurs de Grèce, d'Europe de l'Est, d'Allemagne et d'autres pays que les capitalistes s'approprient.

Die Linke : pour une UE plus présentable

Die Linke, une organisation totalement social-démocrate, a affirmé sa solidarité avec les manifestations des syndicats et des opprimés en Grèce contre le programme de famine imposé par l'UE. Mais tout ceci était... sur le papier. (Die Linke est née d'une fusion entre les ex-staliniens [est-allemands] du Parti du socialisme démocratique (PDS) et des syndicalistes et militants de gauche de l'Ouest mécontents du SPD). Toutefois, il n'a pas mené d'actions de solidarité via sa base dans les syndicats. Pour Die Linke, la « solidarité avec la Grèce » n'a absolument rien à voir avec la lutte de classe contre la bourgeoisie allemande ; il s'agit seulement de l'admonester pour qu'elle mène une politique « plus sociale ». Ainsi, le 26 février, Ulrich Maurer [porte-parole de Die Linke

au parlement] publiait une déclaration où il se disait inquiet de la cohésion de l'UE capitaliste et du capitalisme lui-même : « *Si la spéculation continue, une réaction en chaîne est préprogrammée dans d'autres pays. Les pays faibles de la zone euro, comme l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et l'Italie, ont accumulé une dette de 524 milliards d'euros auprès des institutions financières allemandes. Les résultats seront incalculables.* » Il appelait ensuite l'Allemagne à être en première ligne pour porter assistance à la Grèce.

Dans un communiqué de presse du 5 mars, Die Linke présentait son programme positif :

« La chancelière Merkel doit enfin mettre un frein aux activités des spéculateurs. Die Linke exige une réforme de la zone euro : l'UE doit accorder des prêts en euros, de manière à diminuer la prime de risque pour la Grèce, la Banque centrale européenne doit acheter des bons du Trésor grecs pour briser le pouvoir des spéculateurs et des agences de notation. Pour éviter ce genre de crise à l'avenir, l'impôt sur les sociétés doit être harmonisé dans toute l'Europe, et un "pacte de stabilité économique étrangère" doit être adopté. »

Les injonctions adressées à Merkel pour qu'elle mette un frein aux activités des spéculateurs ou qu'elle accorde une aide d'urgence à la Grèce sonnent peut-être bien, mais elles découlent du présupposé erroné que le capitalisme serait rationnel et pourrait être réorienté, et que la bourgeoisie allemande n'est pas mue par le profit. Tous ces arguments sont autant d'illusions dangereuses. Die Linke arrive alors à la conclusion qu'elle veut simplement une UE plus sociale, où les effets du capitalisme ne seraient pas aussi extrêmes. « *L'Europe a besoin de son propre fonds monétaire, qui ne soit pas explicitement construit sur le modèle du FMI [...]. Die Linke ne soutiendra un Fonds monétaire européen qu'à la condition qu'il rompe avec cette politique* » (communiqué de presse du 8 mars). En déguisant ainsi en agneau le loup capitaliste de l'UE, Die Linke cherche à réconcilier sa base ouvrière avec l'UE et à l'empêcher de mener une lutte de classe contre l'UE et les capitalistes allemands.

Cette « Europe sociale » n'existe pas. L'« Etat-providence » de l'Allemagne de l'Ouest devait son existence aux luttes de la classe ouvrière et à l'existence de la RDA et de l'Union soviétique, qui contraignaient la bourgeoisie allemande à renoncer à une partie de ses profits. Avec la destruction de la RDA et de l'Union soviétique, la bourgeoisie allemande trouve que cet « Etat-providence » est tout simplement trop onéreux. Ce que nous voyons à l'œuvre dans l'UE, ce sont les forces centrifuges des différents nationalismes qui poussent à l'éclatement de l'UE – et plus encore de la zone euro. Cela va continuer.

D'un côté, l'UE est un bloc dirigé contre ses rivaux impérialistes, les Etats-Unis et le Japon. De l'autre côté, c'est un instrument des impérialistes européens, d'abord et en premier lieu des impérialistes allemands, pour exploiter plus efficacement la classe ouvrière d'Europe. Elle existera seulement aussi longtemps qu'elle remplira cet objectif. Dans le cas contraire, on aura recours à d'autres instruments pour défendre ces intérêts, à commencer par le protectionnisme – qui gagne du terrain – ou, en dernier ressort, à une nouvelle guerre impérialiste. Pour la classe ouvrière d'Europe, la seule solution n'est pas l'« unité » mensongère des Etats-nations impérialistes/capitalistes, mais les *Etats-Unis socialistes d'Europe*.



Piquet de grève de l'IG-Metall à Heidenheim en 2002 : une lutte de classe intégrée montre le potentiel à libérer pour lutter contre le protectionnisme.

Spartakist

Die Linke a maintes fois fait allégeance à la démocratie bourgeoise. Pour bien montrer encore sa loyauté fondamentale envers le capitalisme, la direction de ce parti a pris ses distances avec l'Etat ouvrier déformé qu'était la RDA, où l'industrie et les banques étaient nationalisées. La question « à qui profitent les nationalisations ? » est indissolublement liée à celle de la nature de classe du pouvoir. Ainsi, la Commerzbank a été « partiellement nationalisée », et Hypo Real Estate l'a été entièrement, afin de sauver ces entreprises pour le compte des capitalistes. En France et en Italie, des industries ont souvent été contrôlées par l'Etat, et le travail n'y était pas moins exploité qu'ailleurs. Dans le *Programme de transition* [1938], Trotsky expliquait comment notre revendication de nationalisation est différente de celle des réformistes du type Die Linke. La formule « *charlatans du Front populaire* » fait référence à ceux qui veulent forger des gouvernements de coalition avec la participation de partis ouvriers-bourgeois comme le SPD ou Die Linke :

« Exactement de même, nous revendiquons l'expropriation des compagnies monopolistes de l'industrie de guerre, des chemins de fer, des plus importantes sources de matières premières, etc. La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de "nationalisation" consiste en ce que :

- 1) Nous repoussons le *rachat* ;
- 2) Nous prévenons les masses contre les charlatans du Front populaire qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en fait les agents du capital ;
- 3) Nous appelons les masses à ne compter que sur leur propre force révolutionnaire ;
- 4) Nous relient le problème de l'expropriation à celui du pouvoir des ouvriers et des paysans. »

Die Linke voudrait aussi gérer la société capitaliste en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Ce que l'on exigera d'elle pour avoir la permission de le faire, c'est ce qu'a montré le gouvernement SPD/Die Linke à Berlin. En 2002, le PDS (prédécesseur de Die Linke) est entré au gouvernement pour sauver de la banqueroute la Berliner Bankgesellschaft (dont

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

la ville de Berlin est par ailleurs l'actionnaire majoritaire), en lui accordant des garanties de 21,6 milliards d'euros. Le gouvernement de la région de Berlin a cédé la partie rentable et a laissé la région rembourser 9,7 milliards de pertes sur le dos des travailleurs, des retraités, des enfants, etc. Cela voulait dire jeter ces milliards aux capitalistes, exactement comme le font la CDU, le SPD et le FDP [Parti libéral-démocrate] à l'échelle nationale.

Nous, communistes, sommes opposés par principe à toute participation à des gouvernements capitalistes. Comme l'expliquait Rosa Luxemburg, quand des socialistes entrent au gouvernement d'un Etat capitaliste, ceci ne le transforme pas en un gouvernement socialiste, mais transforme au contraire les socialistes en ministres bourgeois qui sont autorisés à administrer la dictature de la bourgeoisie (voir « A bas les postes exécutifs de l'Etat capitaliste ! Principes marxistes et tactiques électorales », *Spartacist* édition française n° 39, été 2009).

La direction du DGB : collaboration de classes pour le « produisons allemand »

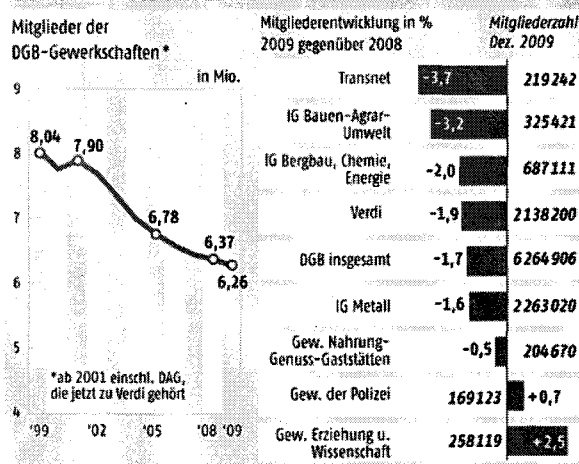
Quiconque commente avec un minimum d'esprit critique la politique du gouvernement envers la Grèce argumente que la « modération salariale » de ces dernières années a contribué aux « déséquilibres » dans l'UE et la zone euro. L'experte en questions européennes du SPD Angelica Schwall-Düren notait ainsi dans le *Tagesspiegel* [un quotidien berlinois] du 25 février que « la balance des paiements grecque est aussi un produit de l'excédent des exportations allemandes, qui a été obtenu grâce aux coupes claires dans les salaires aux dépens des ouvriers allemands et des autres Etats-membres de l'UE. » Michael Schlecht, un porte-parole de Die Linke, affirmait dans une déclaration publiée le 8 mars que « Die Linke réclame, entre autres, un pacte de stabilité économique étrangère pour mettre fin aux coupes claires dans les salaires allemands. » Quoique puisse vouloir dire un « pacte de stabilité économique étrangère », la municipalité berlinoise contrôlée par le SPD et Die Linke, qui a été à l'avant-garde de l'attaque visant à réduire les salaires des fonctionnaires, n'a pas franchement donné l'exemple pour ce qui est de mettre fin aux coupes claires dans les salaires du secteur public. En fait, il s'est passé exactement l'inverse avec la présence au gouvernement de ces « socialistes » traîtres.

Comme pratiquement chaque travailleur a pu en faire personnellement l'expérience, la réalité de l'Allemagne, c'est la chute des salaires. Les chômeurs ont été plus durement touchés encore. Ce sont là les effets de la contre-révolution en RDA et en Europe de l'Est il y a 20 ans de cela, et, peu de temps après, en Union soviétique même. L'industrie de la RDA a été presque totalement démantelée, privant la classe ouvrière de sa puissance sociale. Peu après la réunification capitaliste, les attaques contre la classe ouvrière à l'Ouest se sont considérablement intensifiées. Le gouvernement CDU de l'époque, dirigé par Helmut Kohl, avait arraché quelques concessions aux syndicats, mais elles ne représentaient pas un recul décisif. C'est seulement sous le gouvernement SPD/Verts de Schröder que ce recul décisif a été obtenu, avec comme résultat une « reprise » de l'économie allemande. Ce gouvernement a aussi effectué le premier déploiement de l'armée allemande pour participer à une guerre depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Avec les décrets Hartz et la suppression des restrictions à

A gauche, le nombre de membres (en millions) de la confédération syndicale du DGB depuis 1999. A droite, l'évolution des chiffres par fédération en pourcentage sur un an, avec le nombre de syndiqués par fédération fin 2009.

Gewerkschaften in Zahlen



Frankfurter Rundschau

l'embauche d'intérimaires ainsi que les contrats à durée déterminée (CDD), le SPD et les Verts ont de fait institué au niveau national un secteur de bas salaires, qui exerce également une pression salariale sur les travailleurs en CDI. Quand des centaines de milliers de travailleurs intérimaires ont été licenciés au début de la crise, et que les CDD n'ont pas été renouvelés, l'IG Metall [le syndicat de la métallurgie] n'a pratiquement pas levé le petit doigt pour les défendre. La bureaucratie syndicale considère que sa clientèle est constituée des travailleurs en CDI, dont elle est censée avoir sauvé les emplois en laissant tomber les catégories les plus vulnérables de la classe ouvrière. Mais ces attaques ont eu en fait, par la suite, un impact sur le noyau dur des travailleurs en CDI. Il faut une lutte de classe pour reconstruire les syndicats. **Pour une lutte pour syndiquer les non-syndiqués ! A travail égal, salaire égal ! A bas la division entre travailleurs en CDI, intérimaires et travailleurs en CDD ! Une entreprise, un syndicat, une grille salariale ! Pour une direction syndicale lutte de classe !**

Le « rebond » de l'économie allemande ces dernières années a été payé au prix d'une forte augmentation de l'exploitation de la classe ouvrière. Ceci s'est produit avec le soutien actif de la bureaucratie syndicale social-démocrate, qui a accepté, pratiquement sans combat, une succession de baisses de salaires et une dégradation massive des conditions de travail. Cela s'est fait et continue de se faire sous le prétexte de « sauver des emplois », dans le cadre d'une campagne nationaliste pour « produire allemand » [littéralement préserver l'Allemagne comme centre de production industrielle].

Le point le plus noir, au moins provisoirement, de cette tragédie de bradages et de trahisons a été les négociations de cette année sur les salaires dans la métallurgie et ceux de la fonction publique. IG Metall n'a même pas présenté de revendication salariale, et a immédiatement obtenu de convention collective contenant des promesses vagues et des clauses remettant en cause des acquis des travailleurs. Après une grève d'avertissement, Ver.di [le syndicat de la fonction publique] a demandé une médiation et a accepté un accord pourri qui se traduira inévitablement par une nouvelle diminution des salaires réels. Ceci a un effet négatif sur le taux de syndicalisation : le nombre d'adhérents au DGB [la confédération syndicale] est passé de 8 millions en 1999 à 6,26 millions en 2009. Se sentant menacés, les pontes syndicaux tentent, par des moyens bureaucratiques, de faire taire les oppositionnels de gauche dans les syndicats.

La direction social-démocrate des syndicats fait tout pour étouffer dans l'œuf toutes les luttes, car elle partage fondamentalement la conception nationaliste mensongère que ce qui est bon pour l'employeur l'est aussi pour les travailleurs. Ceci signifie aussi comploter avec les patrons pour améliorer par tous les moyens la « compétitivité » de l'entreprise, autrement dit le taux de profit des patrons. Début décembre, la stratégie des bureaucrates a conduit à une impasse quand les ouvriers de l'usine Daimler de Sindelfingen ont commencé à protester contre le transfert à Brême de 60 % de la production de la Mercedes Classe C et de 20 % supplémentaires aux Etats-Unis. Craignant avec raison pour leur emploi, ils ont paralysé l'usine pendant plusieurs jours. Mais cette lutte était fondamentalement nationaliste et protectionniste. Ainsi, une banderole qualifiait les membres du conseil d'administration de Daimler de « *vaterlandslose Gesellen* » [« gens sans patrie »] ; ceci sous-entendait que Mercedes doit rester « allemand », et la Classe C à Stuttgart.

Un accord a été conclu qui est censé garantir la pérennité de l'emploi à Sindelfingen, avec le transfert de la production du roadster [décapotable à deux places] SL de Brême à Sindelfingen. Ceci a provoqué en janvier dernier des protestations et des grèves des ouvriers de Daimler à Brême, qui réclamaient le maintien de la production du roadster SL dans leur usine. Ces luttes ont été applaudies par des syndicalistes oppositionnels, comme ceux du groupe « Alternative » et par pratiquement toute la gauche, sans la moindre critique du fond nationaliste de la lutte, ni des divisions entre les ouvriers des différentes usines.

Le journal *Alternative* de Berlin, publié par des ouvriers de Daimler, déclarait le 8 décembre 2009 : « *L'objectif doit être de mobiliser nos camarades ouvriers des autres usines tous ensemble pour préserver tous les emplois.* » C'est juste, mais *Alternative* reste totalement silencieux sur la campagne nationaliste contre le transfert de 20 % de la production de la Classe C aux Etats-Unis. Et ils ne peuvent pas faire autrement, parce qu'ils partagent fondamentalement la conception de la « co-décision » de ce qui est produit et de l'endroit où la production s'effectue. Ce n'est pas autre chose qu'une misérable politique de cogestion et de collaboration de classes. « *Des camarades de travail critiques [...] réclament que soit mis un terme au transfert de la Classe C.* » Ainsi, dans son article sur les grèves de Brême, le numéro d'*Alternative* du 23 février se gardait bien d'expliquer que celles-ci étaient dirigées contre le transfert de la production du roadster SL à Sindelfingen.

Les ouvriers s'occuperont de la question de ce qu'il faut investir et à quel endroit le jour où ils auront le pouvoir et où les usines leur appartiendront, après l'expropriation des capitalistes. Vouloir « co-décider » aujourd'hui ne fait qu'enchaîner les travailleurs à leurs propres exploiters et les diviser – pays contre pays, usine contre usine, jeunes contre vieux, etc. Ce qu'il faut au contraire, c'est une lutte classe contre classe – basée sur une solidarité internationale qui s'étend aussi aux ouvriers américains et qui en finisse avec la politique qui consiste à dresser les uns contre les autres les ouvriers de différentes localités et de différentes entreprises. IG Metall peut soutenir la lutte pour syndiquer les ouvriers des usines Daimler dans le Sud des Etats-Unis, où les syndicats n'existent pas, en menant une lutte de classe contre les patrons de Daimler en Allemagne, brisant ainsi la spirale infernale des baisses de salaire. Ce qu'il faut, c'est lutter **pour le partage du travail entre toutes les mains ouvrières, sans perte de salaire ! Pour une diminution radicale de la durée**

hebdomadaire du travail, sans perte de salaire ! Mais pour garantir le droit au travail pour tous, la lutte syndicale, à elle seule, ne suffit pas – il faut renverser le capitalisme au niveau mondial par une série de révolutions socialistes.

Pour la lutte de classe contre la bourgeoisie allemande et l'UE capitaliste !

En réalité, les conflits actuels démontrent que l'UE est un bloc impérialiste qui éclatera tôt ou tard sous la pression de ses contradictions, et il est absolument nécessaire de s'opposer à l'UE à partir d'une perspective internationaliste. **A bas l'UE et la forteresse Europe raciste !**

Comme c'est le cas chez Daimler, dans beaucoup d'industries en Allemagne des ouvriers turcs, grecs et allemands ainsi que des travailleurs originaires de l'ex-Yougoslavie travaillent côte à côte depuis des dizaines d'années. Il faut les mobiliser dans la lutte contre la classe capitaliste allemande, ainsi que contre l'UE que celle-ci domine, afin qu'ils puissent se défendre et défendre la classe ouvrière grecque et les travailleurs de l'Europe. En poussant les travailleurs grecs dans la misère, les capitalistes allemands réalisent d'immenses profits. Ils prévoient de faire la même chose ici, en particulier après les élections en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Le principal obstacle qui empêche de combattre ce programme, ce sont les dirigeants traîtres sociaux-démocrates, qu'il s'agisse du SPD ou de Die Linke, qui s'empressent comme autant de médecins autour du capitalisme à l'agonie.

La classe ouvrière multiethnique d'Allemagne, avec la diversité de ses composantes venues des pays méditerranéens, des Balkans et de l'Europe de l'Est – souvent avec des traditions de lutte de classe plus combatives – possède les liens organiques pour soutenir les luttes des travailleurs grecs, des travailleurs turcs et kurdes en Turquie, ainsi que des travailleurs de nombreux autres pays. Mais plus important encore, une lutte internationaliste commune ici en Allemagne serait un exemple et une inspiration pour les classes ouvrières d'Europe de l'Est et du monde entier ; elle inciterait celles-ci à mener aussi la lutte contre l'aggravation de l'exploitation et de l'oppression. Une telle lutte pourrait signifier le début de la fin pour l'alliance impérialiste qu'est l'UE, et inaugurer une lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, qui permettront d'en finir avec l'exploitation, le racisme et l'oppression nationale dans le cadre d'une économie planifiée coordonnée au niveau international ! Pour cela, il est crucial de reforger la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution prolétarienne. C'est la tâche que s'est donnée la Ligue communiste internationale. ■

Abonnez-vous à Spartakist

bimestriel du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD)

Un an : 4 € (6 numéros)

hors Allemagne : 7,50 € par avion : 10 €

Commande par courrier et chèque à l'ordre de : **Société d'édition 3L, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10**

SPARTAKIST

Bundeswehr/NATO/UNO: Raus aus dem Balkan!

Verhindert Abschiebungen von Roma in den Kosovo!



Viele Staatsbürgerrechte für alle, die es hierher geschafft haben!

Zustimmung unserer Partei aus Euforien in Köln! Eine Kapitulation vor dem



PC grec

Grèce : grève et manifestation en décembre 2009

Nous reproduisons ci-dessous, sous une forme abrégée, la traduction d'un article publié dans le n° 183 (mai 2010) de Spartakist, le journal du Parti ouvrier spartakiste (SpAD), section allemande de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

SPARTAKIST

Le 24 février et le 11 mars derniers, les syndicats grecs ont organisé deux journées de grève générale pour riposter aux attaques contre les salaires et les retraites du gouvernement nationaliste du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique) de Georges Papandréou. Le gouvernement grec applique un programme dicté dans une large mesure par l'Union européenne (UE) et l'Allemagne impérialiste, la puissance dominante de l'UE. La bourgeoisie grecque, de son côté, n'est pas un simple fantoche de l'UE ; elle profite aussi de l'occasion pour briser le pouvoir des syndicats grecs et s'enrichir de façon encore plus éhontée. Et pour ce qui est de faire soi-disant supporter le poids de la crise aux « hauts revenus » par de nouvelles hausses d'impôts, au moyen desquelles le PASOK veut calmer la colère des couches les plus défavorisées de la population grecque, *Manager Magazine* (24 février) rapportait la réponse de la bourgeoisie grecque :

« Fuite des capitaux : les Grecs transfèrent des milliards vers les paradis fiscaux. »

Ici en Allemagne, la bourgeoisie a lancé une campagne chauvine, en accusant la Grèce de vivre « au-dessus de ses

Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe !

moyens », et de s'être livrée à des « mensonges » et « dissimulations » quant à l'ampleur de son déficit budgétaire, etc. Josef Schlarmann, le président de l'association des moyennes entreprises de la CDU [Union démocrate-chrétienne, le principal parti de droite], est allé jusqu'à suggérer que le gouvernement grec devrait vendre des « îles inhabitées » et d'autres propriétés de l'Etat pour réduire son déficit. Cela a été repris par le journal [à grand tirage] *Bild* et s'est transformé en une campagne qui a duré plusieurs semaines. La Grèce, l'Espagne et le Portugal ainsi que l'Italie et l'Irlande, pays membres de l'UE – et frappés de plus en plus durement par la crise économique – ont été stigmatisés du sigle chauvin méprisant « PIGS » (« porcs » en anglais), ce qui exprime bien l'arrogance impériale de la bourgeoisie allemande.

Suite page 26